

POSTES ET MISSIONS A L'ETRANGER (HORS AEFÉ)

MOUVEMENT 2007
(Transparence N°4)

Des modifications ayant été introduites sur le formulaire de saisie des CV, tous les candidats qui n'ont pas encore modifié leur CV depuis le mois de septembre 2006 devront obligatoirement procéder à la réactualisation de ce dernier (voir ci-dessous)

1) MISSIONS DE COURTE ET MOYENNE DUREES

2) POSTES A L'ETRANGER DANS UN SERVICE OU ETABLISSEMENT RELEVANT DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Cette quatrième publication de postes à pourvoir et de dépôt de candidatures sera close le mardi 10 avril à minuit heure de Paris.

Sauf indication particulière, les postes sont à pourvoir à l'été 2007.

3) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES (AT)

Cette publication de postes à pourvoir et de dépôt de candidatures sera close le mardi 10 avril 2007 à minuit heure de Paris.

Pour ces postes d'AT, tous les candidats devront effectuer une double démarche

1 – postuler sur le site du MENESR : compléter la rubrique « saisie d'un vœu »

2 – transmettre directement au MAE un CV et une lettre de motivation par courriel aux adresses indiquées en fin de chaque profil de poste.

4) POSTES D'EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX (ETI)

Ces postes d'Experts Techniques Internationaux (ETI) sont gérés par France coopération internationale (FCI). Pour toute information concernant les conditions et procédures, les candidats peuvent consulter le site de FCI www.fci.gouv.fr, ainsi que le BOEN

<http://www.education.gouv.fr/bo/2006/33/MENC0602146V.htm>

Pour pouvoir postuler, tous les candidats doivent avoir saisi un CV

Afin d'améliorer la qualité de la présélection et de mieux apprécier l'adéquation des candidatures avec les profils des postes, un certain nombre de modifications ont été introduites sur le formulaire. Ces modifications portent en particulier sur

- les corps et grades,

- les fonctions actuelles et antérieures,

- les disciplines associées.

- une nouvelle rubrique « indice », fait dorénavant partie des informations obligatoires à fournir.

ATTENTION : l'indice ne pouvant être inférieur à 348, il est important que vous vous assuriez du bon nombre inscrit, y compris pour les candidats qui ont déjà rempli leur cv en ligne.

En conséquence :

1 - Si vous êtes un nouveau candidat, vous pouvez saisir un CV pour cette quatrième publication de postes et de dépôt de candidature avant le mardi 10 avril 2007.

2 - Si vous avez déjà saisi un CV, vous DEVEZ le modifier en complétant les rubriques à modifier et revalider impérativement leur saisie. Cette opération ne vous concerne pas si votre CV n'a pas subi de

modification depuis la transparence n° 1. L'actualisation et la validation devront avoir été effectuées avant le mardi 10 avril 2007.

Tout CV qui n'aurait pas été revalidé à cette date sera effacé de la base de données.

Vous pouvez formuler un **maximum de 4 vœux à chaque publication**. Vous pouvez apporter toute modification ou suppression à ces vœux pendant la durée de chacune de ces publications.

Le respect scrupuleux de l'ensemble de la procédure détermine la recevabilité du dossier de candidature.

Remarque importante concernant l'ordre de présentation des postes :

1) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

a) La présentation lors de la saisie des vœux dans le formulaire en ligne s'effectue dans un menu déroulant par ordre alphabétique et numérique croissant. Ex : ANG-SR-0001, MAD-SR-0202, POL-FP-0001, etc...

b) En revanche, l'ordre adopté pour la présentation de la liste des postes ci-dessous est la suivante :

Fonction : 2C0 – Educatif

Fonction 2C1- Promotion du français

Fonction 3C6 – Formation professionnelle

Fonction 4B1 – Coopération universitaire

Fonction 4B3 – Direction d'établissement scolaire

Fonction 4B4 – Enseignement supérieur technologique

Fonction 4C4 – Coopération universitaire technologique

Fonction ensup – Enseignement supérieur

2) POSTES A L'ETRANGER DANS UN SERVICE OU ETABLISSEMENT RELEVANT DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

a) Comme cela est habituellement proposé, la présentation lors de la saisie des vœux dans le formulaire en ligne s'effectue dans un menu déroulant par ordre alphabétique et numérique croissant. Ex : 127A000062, 127E010336, 127H002100, etc...

b) En revanche, l'ordre adopté pour la présentation de la liste des postes ci-dessous est la suivante :

ATTACHE DE COOPERATION ET D'ACTION CULTURELLE

ATTACHE DE COOPERATION EDUCATIVE

ATTACHE DE COOPERATION POUR LE FRANCAIS

ATTACHE DE COOPERATION

ATTACHE DE COOPERATION SCIENTIFIQUE ET UNIVERSITAIRE

ATTACHE SCIENCE ET TECHNOLOGIE

DIRECTEUR DE CENTRE OU INSTITUT FRANCAIS

SECRETAIRE GENERAL

I) MISSIONS DE COURTE ET MOYENNE DUREES

Ce vœu n'est pas un vœu comme les autres, il concerne les agents expatriés ou non, désireux de participer à des missions à l'étranger pour des périodes de courte ou moyenne durées.

La réforme de l'assistance technique se poursuit. L'assistance technique de « substitution » est en partie remplacée par une assistance technique de « conseil ». A l'assistance technique dite « résidentielle », qui demeure le point

d'appui de la coopération, s'ajoute désormais une assistance technique basée sur des missions de courte et moyenne durées.

Des missions ponctuelles sont également à prévoir dans le cadre de la gestion des crises internationales.

Outre la réponse à une demande de la coopération bilatérale, cette assistance technique de conseil pourra également répondre à la demande multilatérale (Union Européenne, Banque mondiale...).

D'ores et déjà, chaque ministère technique doit se doter d'un vivier d'experts. La DREIC s'organise pour répondre aux différentes demandes d'experts dans les domaines suivants : jeunesse, éducation, formation, recherche.

Les agents concernés doivent être capables d'analyser une situation et de définir les actions qui seront réalisées par des ressortissants du pays bénéficiaire. Ils doivent également avoir des compétences en matière d'évaluation.

Après avoir saisi votre curriculum vitae, vous pouvez donc, dans la fiche de vœux, cocher le vœu « missions de courte et moyenne durées » et dans la partie réservée au rédactionnel libre, préciser une synthèse de vos compétences particulières, les zones géographiques que vous connaissez bien, le type de missions qui pourrait vous intéresser et quelques éléments de motivation.

Dans le cas où vous seriez également candidat à des postes du réseau culturel ou à des postes relevant de l'assistance technique, le vœu « missions de courte et moyenne durées » n'est pas inclus dans la limite des quatre vœux pour un poste à l'étranger.

II) POSTES A L'ETRANGER DANS UN SERVICE OU ETABLISSEMENT RELEVANT DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Fonction : ACAC - ATTACHE DE COOPERATION ET D'ACTION CULT.

127E012045

Pays : CUBA

Ville : LA-HAVANE

Etablissement : LA-HAVANE SCE COOPERATION ET ACTION CULTURELLE

Type : SERVICE CULTUREL

L'attaché de coopération et d'action culturelle travaille dans un des pays de la ZSP, la plus grande île des Caraïbes, objet d'enjeux géostratégiques sur le continent américain et pour la France (présence des DFA). Si une partie de la coopération sur le développement est actuellement « gelée » par le gouvernement cubain, l'ACAC n'en sera pas moins attentif sur le suivi des projets demeurant et sur tous les enjeux de développement que présente Cuba dans cette pré-période de mutation et d'être en veille sur tous les scénarios : analyse des besoins dans leur situation actuelle et leurs dynamiques futures, partenariat avec les agences des NU, en particulier le PNUD et le PAM, avec l'UE, et avec les ONG et les collectivités territoriales et régionales. Parce que le développement du pays repose sur l'excellence de l'éducation, une des priorités du poste est le développement des formations supérieures et de recherche. Sous l'autorité du cocac, l'ACAC aura principalement en charge tout le domaine de la culture et sera donc un professionnel de la culture expérimenté : suivi de la politique linguistique avec les Alliances françaises, participation aux grandes manifestations culturelles (biennales, festivals, francophonie ...), promotion de la culture française, prospection dans le domaine de la formation, recherche de partenariats, dialogue avec les créateurs comme avec les institutions cubaines et les autorités, et mise en œuvre du projet « Caraïbes en création ». Les compétences souhaitées : parfaite connaissance de l'espagnol, maîtrise de l'ingénierie culturelle, sens des relations publiques, sens politique, culture du développement.

Dans une situation de dialogue difficile avec les autorités locales sur la question des droits de l'homme, la contrainte politique demeure un élément d'incertitude permanente avec laquelle il faut savoir composer. Dans cette situation, la culture joue un rôle primordial pour le poste : visibilité de la France, dialogue avec les créateurs- voire des responsables administratifs et politiques, appui à la société civile très attachée aux manifestations culturelles. Si l'ensemble de la coopération inter étatique est théoriquement « gelée », les Alliances françaises –comme écoles de langue- et la culture échappent pragmatiquement à ce gel, à condition de savoir travailler en bonne intelligence avec les différentes institutions culturelles cubaines et les autorités. Les contacts personnels, ajoutés au professionnalisme, jouent un rôle majeur dans le succès des opérations. Cela demande une disponibilité totale, en particulier en soirée du fait de la vie culturelle locale, qui suppose un intérêt réel pour la culture

cubaine. La mise en œuvre de « Caraïbes en création » qui exige un investissement personnel important devrait injecter une dynamique nouvelle dans nos relations bilatérales et régionales.

Fonction : ACE - ATTACHÉ DE COOP. ÉDUCATIVE

127G011979

Pays : CANADA

Ville : OTTAWA

Etablissement : OTTAWA SCE COOPERATION ET ACTION CULTURELLE

Type : SERVICE CULTUREL

L'Attaché de Coopération Educative pour le Canada hors Québec s'attachera à encourager le développement de projets de coopération éducative structurés (ressources, formation, certification) entre le Canada et la France. Ces projets pourront notamment prendre la forme d'accords entre Province(s) et académie(s) faisant intervenir plusieurs outils de coopération (programme d'assistants, appariements, échanges poste à poste, etc). L'éducation constituant au Canada une compétence fortement décentralisée, l'ACE entretiendra – en concertation avec les attachés culturels des circonscriptions de Moncton, Toronto et Vancouver, et avec les agents du réseau des Alliances Françaises – un dialogue régulier avec les représentants des Provinces, des municipalités, des conseils scolaires et des associations canadiennes. Ces contacts seront complétés par des échanges avec les responsables fédéraux chargés du suivi des questions éducatives et linguistiques basés à Ottawa. Dans ce contexte, l'ACE aura pour mission de :- privilégier l'appui au français à travers les associations professionnelles canadiennes pro-francophones, - poursuivre l'effort en direction des publics anglophones et allophones, à la fois au niveau scolaire (écoles d'immersion) et adulte (alliances françaises),

- encourager le partage d'expertise sur les thèmes d'excellence canadiens (multiculturalisme, relations avec les familles, insertion des minorités, etc...)- en Acadie, encourager l'évolution de notre soutien à la société nationale de l'Acadie vers un co-financement par projets, - là où une demande pour la référence française existe, promouvoir activement nos diplômés (DELF-DALF), nos certifications, notre expertise FLE, notre offre de formation pédagogique.

L'ACE est placé sous l'autorité du Conseiller Culturel à Ottawa et évolue dans le cadre d'une équipe réduite tout en jouant un rôle de « personne-ressource » dans son domaine de spécialité pour l'ensemble du réseau Canada hors Québec. Le candidat aura une formation universitaire, avec une compétence marquée pour le Français Langue Etrangère et une très bonne connaissance des principaux opérateurs éducatifs en France (CNDP, IUFM, Rectorats, CIEP, Centres de langue, etc...), ainsi que des réseaux accessibles, notamment auprès du MAE, du MEN, des régions, collectivités locales. En termes de méthode, la spécificité du contexte canadien supposera le plus souvent un appui au français et à la coopération éducative par organisations pro-francophones interposées. Dans ce cadre, l'ACE devra être à la fois autonome, capable d'initiative, et avoir un grand sens du travail en équipe. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. Une première expérience réussie dans un environnement anglo-saxon et/ou multiculturel serait un atout. Une bonne capacité à rédiger (notes, télégrammes, allocutions) et à s'exprimer en public, en français et en anglais, serait également souhaitable. Quelques missions sont à prévoir. Le permis de conduire est indispensable. Une scolarité à programme français est proposée à Ottawa de la maternelle à la Terminale par le Lycée Claudel (privé).

Fonction : ACF - ATTACHÉ DE COOP. POUR LE FRANÇAIS

127H011988

Pays : BOTSWANA

Ville : GABORONE

Etablissement : GABORONE SCE COOPERATION ET ACTION CULTURELLE

Type : SERVICE CULTUREL

(mission d'expertise, de conception et d'animation de projets de coopération linguistique) : placé sous l'autorité du conseiller de coopération et d'action culturelle et de l'ambassadeur, l'attaché(e) de

coopération pour le français est appelé(e) à définir et mettre en oeuvre le projet de développement de l'enseignement du français au Botswana et au sein du Secrétariat de la SADC (organisation régionale des pays d'Afrique Australe) situé à Gaborone, en partenariat étroit avec les acteurs et les responsables locaux. Sa tâche est avant tout d'expertise, de conseil, d'évaluation, de négociation, de participation aux actions de promotion de la langue française, d'animation de la francophonie et de coopération avec les ministères botswanais de l'Education et du Tourisme, le Secrétariat de la SADC, le Département de français de l'Université du Botswana, en vue du renforcement du système éducatif du Botswana en général, et dans le domaine de l'enseignement du français en particulier. Son expertise et son rôle de conseil s'exercera également pour les activités de cours de l'Alliance française de Gaborone. Mission de conseil auprès du ministère de l'Education pour la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation régulière du cadre général d'action visant au renforcement de l'enseignement du français au Botswana, approuvé par le Ministère de l'Education et cette Ambassade, définition opérationnelle des phases à moyen et long terme du projet, dans un cadre institutionnel impliquant différents partenaires : développement dans les centres de ressources nationaux (12 centres) d'un secteur consacré au français (documentation, formation continue des professeurs, mise en oeuvre d'une plate forme de suivi et de formation à distance, etc.), mise en place d'une certification internationale (DELFI scolaire), appui au département de français et à la faculté de pédagogie pour la formation initiale des enseignants, appui pour le renforcement du dispositif d'enseignement de l'alliance française de Gaborone, soutien à l'association des professeurs de français du Botswana, appui pour mettre en place un programme d'enseignement du français sur objectifs spécifiques auprès du « wildlife institut » de Maun qui forme les guides des parcs naturels et les opérateurs touristiques, accompagnement du projet de l'OIF pour le renforcement de l'usage du français à la SADC et affirmation du rôle régional de notre action à la dimension des enjeux de la coopération multilatérale, recherche d'une diversification des sources de financement des actions, en particulier auprès des instances multilatérales, des collectivités territoriales, des entreprises. Le poste requiert une grande disponibilité, du fait de la dimension réduite du SCAC, des déplacements à effectuer, des contacts à établir et des actions à organiser, ainsi que des qualités psychologiques et de négociation. un DESS ou un DEA en français langue étrangère, la connaissance des systèmes éducatifs, une expérience de la gestion de projets, de l'utilisation des TIC, l'habilitation à superviser les certifications officielles de français (DELFI/DALFI) sont requis, ainsi que l'aptitude à travailler en partenariat avec les organisations multilatérales, en particulier l'OIF et de l'AUF. Une excellente maîtrise de l'anglais est indispensable (parlé et écrit).

127H000929

Pays : BULGARIE

Ville : BOURGAS

Etablissement : ANTENNE-IF

Type : INSTITUT FRANCAIS

L'Attaché de coopération pour le Français nommé à Bourgas occupera un poste nouvellement créé dans le cadre du renforcement et de l'harmonisation des capacités de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Bulgarie.

Il aura pour mission de :

- donner un nouvel essor à la présence culturelle et linguistique françaises à Bourgas, chef lieu d'une des 6 régions de développement de Bulgarie
- relayer l'action du centre culturel et de coopération
- Institut français de Sofia
- assurer le suivi de la coopération pour le français dans une zone géographique comprenant, outre Bourgas, les régions de Gabrovo, Haskovo, Sliven, Iambol
- de coordonner les activités du centre culturel et de coopération
- Institut français de Sofia en matière de coopération linguistique et éducative suivantes
- Diffusion de l'information et la documentation pédagogique aux établissements scolaires
- Technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement
- Activités périscolaires : concours et échanges

Placé sous l'autorité du Conseiller de Coopération et d'Action culturelle / directeur du Centre culturel et de coopération - Institut français de Sofia, l'Attaché de coopération pour le Français à Bourgas rendra compte de son travail à l'Attaché de coopération éducative (en poste à Sofia) et entretiendra une collaboration étroite avec la Déléguée générale des Alliances françaises en Bulgarie (en poste à

Plovdiv). Le candidat, ayant déjà l'expérience d'un poste isolé, disposera de qualités relationnelles certaines et d'un sens de l'initiative développé. Il aura le goût de l'action culturelle, une bonne connaissance de l'enseignement du français comme langue étrangère et un savoir-faire confirmé en matière de technologie de l'information et de la communication appliquée à l'enseignement afin de développer de nouvelles initiatives dans ce secteur. La connaissance d'une langue slave est souhaitée ; la maîtrise de l'anglais est par ailleurs indispensable. Le candidat devra faire preuve de réelles capacités relationnelles pour fédérer les francophones autour d'un projet commun de développement de la présence linguistique et culturelle françaises. Doté d'une bonne capacité d'analyse des situations sur le terrain, il devra également être à l'écoute des orientations politiques et économiques de sa région. Il aura à réagir promptement aux propositions et initiatives émanant des différents partenaires administratifs et privés. Capable de gérer un budget, il devra mobiliser des moyens tant sur le plan local (parrainage/mécénat) qu'international par le recours aux programmes multilatéraux. Il aura le goût du travail en équipe nécessaire tant pour le travail avec l'équipe de l'Alliance française que pour la coordination nationale des actions dans le domaine des TICE et la mise en réseau des établissements scolaires, en liaison avec l'Attaché de Coopération éducative en poste à Sofia.

Le candidat devra se déplacer régulièrement dans sa zone.

L'Attaché de coopération pour le français à Bourgas est chargé d'une mission comprenant deux axes complémentaires :
Ø La coopération pour la langue française, sa promotion et le soutien de son enseignement par des actions visant les élèves, les enseignants, les inspecteurs et les chefs d'établissement mais également les prescripteurs qui interviennent pour le maintien, le choix et l'élargissement de l'enseignement du français, les responsables municipaux ainsi que les parents, notamment. Les champs prioritaires d'action sont : - l'enseignement bilingue général (mise en place du DELF scolaire notamment) et l'enseignement bilingue professionnel, - le français pour publics spécifiques et objectifs spécialisés, - les ressources documentaires et les technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement, - le soutien à la formation continue des enseignants et la formation initiale des professeurs de l'enseignement primaire, - les activités périscolaires : concours, festival, échanges...
Ø Le développement de l'Alliance française de Bourgas comme relais de l'action culturelle et de coopération de l'Ambassade de France à Sofia, en relation avec la Délégation générale des Alliances françaises en Bulgarie, par : - l'élaboration d'une offre incitative de cours répondant à des besoins locaux, en cohérence avec le développement des programmes de français pour publics spécifiques et objectifs spécialisés menés par le CCC, - la constitution d'un service de cours et la formation des personnels, notamment en les associant aux activités de formation continue des enseignants menées dans le système éducatif bulgare par le CCC, - l'établissement de partenariats dans le monde culturel, éducatif et de l'entreprise, - le développement d'une programmation culturelle en réseau, en particulier avec les Alliances de Plovdiv et Varna, ainsi qu'avec le CCC/Institut Français de Sofia - la mise en place d'une politique de communication, assurant la visibilité souhaitée de ces actions renouvelées

Les conditions de vie dans le pays, devenu Membre de l'Union européenne depuis le 1er janvier 2007, sont agréables. Bourgas, au bord de la mer noire, est la 4ème ville de Bulgarie et se situe à 450kms de Sofia. Port très actif et en plein essor, la ville jouit d'un certain potentiel culturel. Des intérêts économiques internationaux s'y développent et la zone côtière, très touristique en été, est tout à fait agréable. Les liaisons aériennes avec Sofia se multiplient et le réseau routier gagne notablement en qualité. Un poste d'assistant de langue française auprès du lycée bilingue (centre de d'examen pour le DELF scolaire) y est ouvert depuis plusieurs années. Aucune possibilité de scolarité dans le réseau AEFÉ à Bourgas, le seul établissement scolaire du réseau AEFÉ en Bulgarie se trouve à Sofia (lycée Victor Hugo).

127H012014

Pays : TURQUIE

Ville : ANKARA

Etablissement : ANKARA SCE COOPERATION ET ACTION CULTURELLE

Type : SERVICE CULTUREL

Affecté au SCAC, cet agent, adjoint de l'Attaché de coopération éducative (ACE) sera chargé de la mise en œuvre de certains programmes de la politique linguistique et éducative définie par le Poste et conduite par l'ACE sous l'autorité du Conseiller de coopération et d'action culturelle. Dans ce cadre, ce collaborateur participera, en concertation étroite avec l'ACE, à l'élaboration et au suivi de la

programmation du secteur CCF. De même, il assurera la supervision de la direction des cours de l'Institut français de la capitale. Il sera également amené à suivre l'ensemble des établissements secondaires où est enseigné le français (établissements bilingues, lycées anatoliens), à promouvoir le français LV2 (voire LV1), et ponctuellement à apporter son expertise et ses conseils auprès des partenaires de notre coopération. Enfin, il sera plus particulièrement chargé des commandes de « supports » en relation avec CuturesFrance et le Département, de même qu'il sera associé à la mise en place des certifications DELF/DALF et des tests d'évaluation TCF.

Cette affectation nécessite à la fois une étroite concertation avec l'ACE qui coordonne son action avec celles des autres ACPF (attachés de coopération pour le français en poste à Istanbul et Izmir) ainsi qu'une collaboration avec l'équipe du CCCL d'Ankara, en particulier la direction des cours. Titulaire d'un DEA, d'un DESS en FLE, voire d'un doctorat (didactique des langues et des cultures / linguistique / littérature) cet agent, professeur titulaire de l'EN, aura une expérience confirmée de la formation en FLE et une réelle aptitude au travail en équipe. A cela, le candidat ajoutera le sens des contacts et de l'organisation, une réelle disponibilité ainsi qu'un esprit d'initiative avéré. Une expérience préalable dans le « réseau » comme la maîtrise des nouvelles technologies et la connaissance de l'anglais seraient appréciées.

Fonction : ACOOP - ATTACHÉ DE COOPÉRATION

127C002803

Pays : GUINEE

Ville : CONAKRY

Etablissement : CONAKRY SCE COOPERATION ET ACTION CULTURELLE

Type : SERVICE CULTUREL

L'attaché de coopération est en charge des secteurs suivants :

- Société Civile : suivi politique et appui technique aux acteurs non gouvernementaux :
 - . Appui aux Organisations de la Société Civile
 - . Suivi des coopérations décentralisées
 - . Suivi des Organisations de Solidarité Internationale intervenant en Guinée
 - . Promotion du co-développement
 - . Supervision du Fonds Social de Développement en relation avec un opérateur.
 - Objectifs du Millénaire pour le Développement : suivi et mise en œuvre des OMD et coordination des bailleurs de fonds :
 - . Participation avec nos partenaires guinéens et avec la communauté des bailleurs de fonds à la préparation, au suivi et à l'évaluation du DSRP, ainsi qu'à la mise en œuvre, en Guinée, de la Déclaration de Paris pour l'Efficacité de l'Aide.
 - . Suivi des programmes et projets de la communauté des bailleurs de fonds, notamment dans leurs interventions sectorielles.
 - . Plus spécifiquement, suivi des interventions de l'AFD et de la Commission européenne (identification et mise en œuvre de programmes et projets)
 - Correspondant sectoriel pour le Département :
 - . Correspondant environnement de cette Ambassade
 - . Correspondant grippe aviaire de cette Ambassade
- A ce titre :
- Il participe à la programmation et à l'exécution des actions du programme 209 ainsi qu'à la gestion des moyens correspondants.
 - Il anime une équipe d'une dizaine d'assistants techniques.
 - Il assure une concertation permanente (groupes techniques ...) avec les autorités nationales et l'ensemble des partenaires au développement impliqués.

Ce poste requiert les qualités et compétences suivantes :

- Goût et aptitude au contact, à la négociation, à la médiation et au travail en équipe
- Bonne capacité d'adaptation
- Bonne connaissance sur les enjeux du développement ainsi que le montage et l'analyse de projets
- Aptitude à animer et coordonner une équipe d'une dizaine d'assistants techniques mis à disposition de

nos partenaires guinéens

- Pratique de l'informatique et de la bureautique de base (Word, Excel, Power-Point ...)

- Bonne pratique des procédures de gestion du programme 209 et des logiciels de gestion correspondant (BMI, COREGE notamment)

Des expériences de travail préalables avec la Centrale, avec l'AFD, avec les acteurs français de coopération non-gouvernementale constitueront un avantage certain.

Compte tenu de la spécificité actuelle de la Guinée, connaissance préalable de l'Afrique sub-saharienne. Nombreuses activités de représentation.

127C012020

Pays : JORDANIE

Ville : AMMAN

Etablissement : AMMAN SCE COOPERATION ET ACTION CULTURELLE

Type : SERVICE CULTUREL

Le poste consiste à valoriser l'expertise juridique française à l'échelle régionale du monde arabe et au sein des différentes organisations régionales et multilatérales travaillant sur la réforme judiciaire (PNUD, Commission européenne, etc...) dans cette zone géographique. Il consiste plus spécifiquement à animer la coopération juridique bilatérale française afin de donner un suivi à Conférence de Doha sur « la justice dans le monde arabe », à assurer le suivi des programmes régionaux du PNUD portant sur le système judiciaire et la veille des programmes régionaux menés par la Commission européenne sur cette thématique dans la zone.

Structure de rattachement : Positionnement hiérarchique : Placé sous l'autorité du Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle. Activités :

1- L'attaché de coopération sera chargé de contribuer au suivi de la Conférence organisée par la France à Doha (12-13 octobre 2004), par la création et l'animation de réseaux de professionnels du monde judiciaire arabe et français (s'appuyant le cas échéant sur la constitution de sites internet) par la réalisation d'opérations (conférences, ateliers, formations, publications) favorisant la diffusion du droit et de concepts juridiques français, notamment pour les droits spécialisés (droit des affaires, droit économique)

2- L'attaché de coopération aura pour mission de dégager des synergies entre les actions de coopération juridique entreprises au niveau bilatéral par les différents postes afin de promouvoir une stratégie de coopération régionale.

3 - Il valorisera l'expertise juridique française en assurant une complémentarité entre la coopération juridique bilatérale française et les actions entreprises par le PNUD (Programme POGAR, initiative MENA avec l'OCDE), la Commission européenne (programmes Euromed régionaux à naître concernant la Justice dans la zone euro-méditerranée en 2007) et les autres organisations internationales travaillant dans la région sur la thématique de la réforme judiciaire. En cela, Il appuiera le Ministère de la Justice jordanien, et le bureau du PNUD à Beyrouth pour la conduite du projet « Bonne gouvernance pour le développement » dans son volet Justice et ses suites.

L'attaché de coopération aura à se déplacer régulièrement dans les différents pays du monde arabe.

profil demandé : Magistrat. Minimum de 5 ans d'expérience professionnelle dans la mise en œuvre de projets de coopération internationaux. Langue : anglais parlé et écrit courant – arabe apprécié Une bonne connaissance du mode de fonctionnement des organisations internationales serait appréciée (Nations-Unies ; Banque mondiale).

Fonction : ACSU - ATTACHÉ COOP. SCIENTIFIQUE ET UNIVERSITAIRE

127B012015

Pays : KAZAKHSTAN

Ville : ASTANA

Etablissement : ASTANA SCE COOPERATION ET ACTION CULTURELLE

Type : SERVICE CULTUREL

Sous l'autorité de l'Ambassadeur et du conseiller de coopération et d'action culturelle, l'attaché aura en charge notre coopération dans les domaines universitaires et scientifiques avec le Kazakhstan. Cela signifie accroître notre effort de promotion de l'enseignement supérieur français, continuer à développer les programmes de bourses cofinancées et en particulier accompagner le développement du programme Bolachak vers la France, travailler à la mise en place de diplômés français délocalisés ou de doubles diplômés et effectuer une veille des appels d'offres kazakhstaniens et multilatéraux sur la rénovation de la recherche afin de placer l'expertise française. De même, cette création de poste à Astana, au moment où l'ambassade déménage dans la capitale, nécessitera de développer les contacts institutionnels avec les autorités locales afin d'amplifier au mieux notre action au moment où le Kazakhstan a choisi de réformer son système universitaire en le rapprochant des caractéristiques de l'espace européen de l'enseignement supérieur.

Ce poste nécessite une bonne connaissance de l'université française et des réformes récentes de l'enseignement supérieur en Europe. Une expérience de la C.E.I. ou éventuellement de la problématique post-communiste est indispensable. Le candidat devra être doté d'un grand sens de l'autonomie et prêt à se déplacer souvent au Kazakhstan (pays grand comme 5 fois la France). Une maîtrise des appels d'offre multilatéraux et notamment de ceux de l'Union Européenne serait un plus indéniable. La maîtrise du russe est obligatoire, celle de l'anglais nécessaire et celle du kazakh ou d'une langue turcique serait un atout. La ville d'Astana ne dispose pas d'école française ou d'établissement à caractère international. La scolarisation d'enfants se ferait dans un école locale en russe ou en kazakh.

127B005420

Pays : SYRIE

Ville : DAMAS

Etablissement : DAMAS AMBASSADE

Type : AMBASSADE

Sous l'autorité du Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle (COCAC), l'Attaché de Coopération est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre, de la gestion et de l'évaluation des projets de coopération universitaire, scientifique et technique. Dans le champ de la coopération technique, l'Attaché de coopération est chargé des dossiers portant sur l'accompagnement de la réforme de l'Etat syrien (Institut National d'Administration syrien, en coopération avec l'ENA, coopération administrative, juridique, interparlementaire...). Familier du système universitaire et de recherche français (procédures d'inscription, filières, bourses, etc.), cet agent doit disposer d'une solide expérience dans la gestion de projets de coopération, notamment administrative et dans la direction d'équipe. De bonnes qualités rédactionnelles et relationnelles sont indispensables. La maîtrise de l'arabe est très souhaitable, celle de l'anglais impérative. Dans ses domaines de compétence, ses interlocuteurs syriens sont les vice-ministres (enseignement supérieur pour l'essentiel) ainsi que les responsables et les acteurs de la communauté scientifique et universitaire de Syrie. Il aura par ailleurs pour responsabilité de suivre la politique d'acquisition et d'animation du Centre de Ressource sur la France contemporaine (médiathèque à caractère universitaire et scientifique) qui dépend administrativement du Centre Culturel français (CCF) de Damas. Cet agent supervise également le Service des bourses du SCAC (accueil et information du public, mise en place des bourses et suivi des anciens boursiers), ainsi que le Bureau Campus France. L'Attaché de coopération est assisté d'un Volontaire International. Il est également secondé par un agent de catégorie C du Département et deux assistantes pour le suivi des programmes de bourses et le suivi de l'Espace CampusFrance.

- L'agent participe à l'élaboration de la programmation, au suivi du budget et des indicateurs de performance et de résultat ;

- Dans un contexte d'internationalisation croissante des universités publiques syriennes et de développement rapide des universités privées dans ce pays, cet agent est chargé de la mise en place et du suivi de projets de coopération inter-universitaire (diplômes conjoints, filières francophones...) et de la promotion de nouvelles initiatives universitaires, dans les domaines définis comme prioritaires (gouvernance et développement). Il s'attache notamment à mobiliser des crédits multilatéraux (AUF, projets TEMPUS, Erasmus Mundus) à cette fin ;

- Il participe au suivi, au renforcement et à l'évaluation des programmes de coopération entre universités et centres de recherche français et syriens ;

- Il est chargé de l'élaboration et de la gestion des projets concernant les programmes de coopération

scientifique et technique ;

- Il est responsable de l'accueil et du suivi des missionnaires effectuant des études et expertises ;
- Il prépare les visites en France de personnalités syriennes impliquées dans les actions de coopération;
- Il organise des manifestations à caractère universitaire ou scientifique (colloques, débats, expositions) ;
- En tant qu'agent responsable du Bureau des bourses et de CampusFrance, il est également chargé de l'information sur les études supérieures en France. Il veille à la participation du Bureau aux différents salons de l'éducation et de la formation qui se tiennent dans le pays ;
- En liaison avec les partenaires syriens et avec les partenaires français (CNOUS), il assure le suivi du réseau des anciens boursiers;
- Suivi de la médiathèque Centre de Ressource sur la France contemporaine (politique d'acquisition et animation)

Fonction : AST - ATTACHÉ SCIENCE ET TECHNOLOGIE

127B012059

Pays : BRESIL

Ville : RIO-DE-JANEIRO

Etablissement : RIO-DE-JANEIRO S.C.A.C. (ANTENNE)

Type : ANTENNE DE SERVICE CULTUREL OU DE S.C.A.C.

Sous l'autorité directe du Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle en poste à Brasilia, et par délégation sous celle de l'attaché de coopération et d'action culturelle responsable de l'antenne SCAC de Rio de Janeiro, l'AST a pour mission d'animer la coopération scientifique et universitaire, priorité du poste, au sein de la circonscription consulaire de Rio de Janeiro qui regroupe outre l'état de Rio de Janeiro, les états du Minas Gerais et du Espirito Santo. Il travaille en étroite collaboration avec l'AST en poste à Brasilia dont il dépend fonctionnellement. Au sein de sa circonscription, il est responsable de la mise en place de la programmation, en assure le suivi et participe à son élaboration. En ce qui concerne la coopération scientifique, qu'il est chargé de consolider et de développer, il assurera la promotion des échanges scientifiques bilatéraux et multilatéraux dans tous les domaines scientifiques, sciences humaines et sociales incluses. Dans le domaine de l'innovation, il aura également pour mission de développer les échanges associant, dans les deux pays, laboratoires de recherche et entreprises dans le but de créer des partenariats technologiques industrie-recherche sur les thématiques prioritaires identifiées par les deux gouvernements. En ce qui concerne la coopération universitaire, qu'il est chargé d'institutionnaliser et d'intensifier, il développera de nouveaux partenariats universitaires entre la France et les universités d'excellence de sa circonscription et assurera la promotion, au travers du dispositif Campus France, de l'offre de formation supérieure en France. Pour mener à bien ses actions, l'AST cherchera des financements complémentaires en privilégiant des partenariats avec les fondations d'appui à la recherche des Etats de sa circonscription, les entreprises, l'Union européenne et d'autres bailleurs multilatéraux. Finalement, au sein de sa circonscription, il jouera un rôle de veille scientifique et technologique, recueillera des données sur les sujets d'actualité scientifique et technologique et participera aux études pour lesquelles il sera sollicité.

De formation scientifique, il possèdera une solide aptitude au travail en équipe, maîtrisera l'outil informatique, aura une expérience avérée en montage, animation et suivi de projets ainsi qu'en organisation de conférences internationales. L'AST sera appelé à se déplacer dans sa circonscription voire en dehors à l'occasion de réunions nationales. La maîtrise de l'anglais, écrit et oral, est souhaitée et la connaissance du portugais constitue un atout indéniable; à défaut une excellente maîtrise de l'espagnol serait acceptable. Une expérience antérieure dans des fonctions similaires au sein d'un SCAC serait souhaitable et appréciée.

127B012040

Pays : CHINE

Ville : PEKIN

Etablissement : PEKIN SERVICE SCIENTIFIQUE

Type : Non spécifié(e)

La montée en puissance de la coopération scientifique et la création de plusieurs laboratoires internationaux associés n'ont pas permis jusqu'à présent de développer un des points affichés de la

stratégie de l'Ambassade, qui est de développer les partenariats entre laboratoires français et entreprises françaises pour des activités de R&D en Chine. Il s'agit désormais d'accompagner la valorisation de activités de recherche en Chine, avec des entreprises et des laboratoires français, mais aussi en collaboration éventuellement avec des partenaires chinois. Plusieurs actions ont été entreprises notamment avec la Mission économique Il est désormais nécessaire qu'au sein du Service scientifique un Attaché prenne en charge l'ensemble de ce dossier sous son aspect recherche. Son domaine d'action couvrira l'ensemble du territoire chinois et il travaillera en coopération avec les Attachés scientifiques de Shanghai, Canton et Wuhan (poste nouvellement créé Il sera également chargé d'accompagner les laboratoires français impliqués dans les activités des Pôles de compétitivité qui souhaiteraient développer des activités de valorisation en Chine". Naturellement le nouvel Attaché travaillera en étroite collaboration avec la Mission économique de l'Ambassade. Une grande capacité à dialoguer avec des scientifiques de différentes disciplines et à faire une première estimation sur la qualité des équipes rencontrées est nécessaire, ainsi qu'une bonne connaissance du milieu S&T français (et européen si possible). Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable, et la pratique courante du Chinois serait également un atout. Outre les activités liées à la valorisation et aux transferts de technologie le nouvel Attaché participera aux activités d'administration et d'animation générales du Service. Le nouvel Attaché travail exercera ses fonctions au sein du SST à Pékin, sous la responsabilité directe du Conseiller chef de service, aux côtés de la Conseillère adjointe et de l'Attachée déjà en poste. L'environnement en ressources humaines se compose aussi de trois VI, de deux Assistantes scientifiques françaises recrutées locales et d'une Secrétaire administrative. Le Service travaille en collaboration avec les Attachés de coopération universitaire et de coopération technique du Service culturel. Il aura accès aux moyens budgétaires d'intervention du SST et de toutes subventions que pourraient apporter des institutions et entreprises françaises. Il conviendra d'avoir une bonne expérience, internationale de préférence, du milieu universitaire et de la recherche (des activités de direction d'un service de valorisation d'un grand organisme recherche ou d'une université seraient un plus). Une bonne connaissance du monde de l'industrie et de la R&D, de leurs interactions avec le monde universitaire, est indispensable. Le titulaire du poste devra posséder un doctorat et avoir éventuellement exercé des activités d'enseignant chercheur ou de chercheur dans des organismes publics ou privés (entreprises notamment). Le poste conviendrait aussi à un ou une candidat (e) ayant exercé des fonctions de DRRT en France ou de direction de services d'études et de recherche dans de grandes entreprises.

127B012041

Pays : CHINE

Ville : WUHAN

Etablissement : WUHAN SERVICE SCIENTIFIQUE

Type : AMBASSADE

Malgré le fort développement de la coopération scientifique à Wuhan aucun personnel spécifique n'était jusqu'alors dédié dans cette ville. La première tâche du nouvel Attaché sera de faire la veille et le bilan des activités spécifiques scientifiques de cette ville et de sa région afin de dégager de nouvelles pistes de coopération, en particulier dans les domaines des technologies laser, électroniques, optiques et hydrologiques. Ensuite, il devra accompagner la montée en puissance de la coopération bilatérale franco-chinoise et des différents projets en cours de réalisation, en particulier dans le domaine médical et des sciences du vivant. Pour cet aspect, il travaillera en étroite collaboration et sous la responsabilité stratégique de la Conseillère scientifique adjointe en charge des sciences du vivant. Dans le domaine de la coopération universitaire, notamment pour la formation doctorale, le nouvel Attaché travaillera aussi en étroite collaboration avec l'Attaché de coopération et d'action culturelle déjà en poste à Wuhan. Le poste d'Attaché pour la Science et la Technologie à Wuhan aura pour domaine d'intervention géographique les provinces de la circonscription consulaire de Wuhan. Il interviendra aussi dans le Sichuan et à Chongqing, en collaboration avec le Consulat général de Chengdu. Le poste est en effet aussi créé pour développer des relations scientifiques entre cette partie de la Chine et la France. Des relations de coopération ont été initiées avec des universités et des laboratoires chinois de haut niveau et doivent maintenant être consolidées et développées. Le nouvel Attaché travaillera aussi en collaboration avec son collègue basé à Canton. L'activité de la coopération scientifique franco-chinoise à Wuhan nécessitera une forte implication dans l'organisation de manifestations scientifiques et technologiques, la veille technologique, la rédaction de notes sur la R&D, et le pilotage de délégations françaises Il faudra

veiller à ouvrir des activités de valorisation de la recherche et des activités de R&D autour des groupes industriels français présents à Wuhan. Le nouvel Attaché devra faire preuve d'une grande capacité à dialoguer avec des scientifiques de différentes disciplines et à faire une première estimation sur la qualité des équipes rencontrées. Une bonne connaissance du milieu S&T français (et européen si possible) est nécessaire ainsi que de grandes qualités relationnelles. Sur le plan linguistique, l'anglais est indispensable et le chinois serait évidemment un avantage supplémentaire.

Ressources humaines : L'Attaché Scientifique travaillera au sein du Consulat Général de Wuhan. Il sera en contact permanent avec les autres membres du service scientifique à Pékin, Shanghai et Canton et placé sous l'autorité stratégique du Conseiller pour la Science et la Technologie de l'Ambassade de France en Chine. Budget et subventions : Budget SST de l'Ambassade de France en Chine et toute autre subvention qui pourra être obtenue notamment de la part des institutions et entreprises françaises installées à Wuhan. Compétences spécifiques : Le titulaire du poste doit être un enseignant chercheur ou un chercheur titulaire, plutôt spécialisé en sciences du vivant, non seulement pour les activités de veille et de facilitation qu'il aura à développer dans son champ de compétence géographique, mais aussi parce qu'il pourra être aussi amené à épauler la Conseillère scientifique adjointe basée à Pékin et qui est en charge du secteur Sciences du vivant sur toute la Chine. Cependant, toute autre spécialisation scientifique pourra convenir car le nouvel attaché aura à développer la veille scientifique et technologique et faciliter la coopération franco-chinoise dans tous les secteurs scientifiques dans son champ d'intervention géographique. Avoir une bonne expérience, internationale de préférence, du milieu universitaire et de la recherche (des activités de direction d'un groupe seraient un plus). Une bonne connaissance du monde de l'industrie et de la R&D, ainsi que de leurs interactions avec le monde universitaire, est importante.

127B012043

Pays : INDE

Ville : BOMBAY

Etablissement : BOMBAY S.C.A.C. (ANTENNE)

Type : ANTENNE DE SERVICE CULTUREL OU DE S.C.A.C.

L'Attaché pour la Science et la Technologie affecté à l'antenne de Bombay, travaille sous la responsabilité directe du Conseiller pour la Science et la Technologie en poste à New Delhi. Il participe à la définition de la politique générale de coopération scientifique du poste et aux missions de veille technologique du réseau indien. Il assurera le suivi des partenariats scientifiques avec les régions du Nord-Ouest de l'Inde.

Pour les opérations qu'il initie (colloques, conférences, etc. ...), son intégration rapide dans les milieux des responsables politiques et scientifiques régionaux doit lui permettre de s'assurer en toute circonstance un partenariat institutionnel local, gage de la réussite de ces opérations. Il devra associer un esprit d'initiative autonome et une capacité à agir en concertation avec le Conseiller pour la Science et la Technologie et l'ensemble des services représentés à Bombay : Consulat Général, Mission Economique et Alliance Française. De plus, il devra assurer, en liaison avec les bureaux Edufrance et l'Attaché de Coopération Universitaire, la promotion de l'enseignement supérieur français dans sa zone de compétence.

L'Attaché pour la Science et la Technologie est responsable de l'antenne de Bombay. A ce titre il définit en concertation avec le Conseiller pour la Science et la Technologie la politique de coopération à mettre en œuvre dans sa région d'exercice, tout en participant aux actions nationales décidées dans le cadre de la politique générale du poste. Il définit chaque année dans le cadre de la programmation les budgets nécessaires à la mise en œuvre de la politique régionale. L'agent choisi devra posséder un Doctorat d'Université ou un diplôme d'ingénieur, dans une discipline scientifique, de préférence dans les domaines de la physique (matériaux ou nanotechnologies). Il devra avoir une excellente maîtrise de l'Anglais, de l'utilisation d'Internet et des logiciels bureautiques de base, Word et Excel. Il devra avoir une expérience de la recherche et faire preuve d'esprit d'initiative, de concertation et d'autonomie.

Fonction : DIR-EC - DIRECTEUR DE CENTRE OU INSTITUT FRANÇAIS

127J001070

Pays : CAMBODGE
Ville : PHNOM-PENH
Etablissement : CENTRE CULTUREL FRANCAIS
Type : INSTITUT FRANCAIS

Placé sous l'autorité du Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, le Directeur du CCF du Cambodge dirige l'un des plus importants établissements du réseau culturel, « vitrine » de la coopération française en matière culturelle et linguistique au Cambodge :

- 3 implantations, une à Phnom Penh et deux en province (Siem Reap et Battambang).
- 4 champs de compétences (culturel, linguistique, audiovisuel, livre/ écrit)
- 80 employés et 70 enseignants,
- près de 2 millions d'euros de budget annuel.

Le CCF, outre le poste de directeur, dispose de quatre expatriés : un directeur des cours, un agent comptable, un secrétaire général, un animateur culturel (volontaire international). Le directeur détermine la politique de l'établissement, élabore son budget et est responsable de sa bonne exécution. Il supervise l'ensemble des activités (programmation culturelle et audiovisuelle, politique des cours de langue, développement de la médiathèque, rayonnement des annexes de province, etc...) ;

Le directeur doit être un excellent gestionnaire:

- financier : maintenir le taux de croissance de l'autofinancement de l'EAF,
- de projets : organisation de festivals, recherche de mécénats, montage de partenariats,
- de ressources humaines : direction d'équipe, maintien de sa cohérence et du dialogue social. , Il doit disposer d'une forte capacité d'organisation et de coordination, des meilleurs contacts dans les domaines de ses interventions, avoir le sens de la programmation culturelle, la connaissance du réseau , de la DGCID et de ses procédures.

Il s'agit d'un poste polyvalent où la maîtrise de l'ensemble des pratiques de gestion culturelle, éducative, et administrative est requise.

Descriptif le plus précis et détaillé possible des attributions de l'agent ou lettre de mission jointe :

- Direction technique, administrative , financière de l'EAF.
- Direction d'une équipe de plus de 150 personnes, permanents et vacataires,
- Programmation culturelle, mise en œuvre de manifestations et spectacles,
- Recherche de financements,
- Organisation d'évènements culturels majeurs (Nuits d'Angkor).

Régime de congé : annuel

Un diplôme de 3ème cycle de type DESS (Master « gestion des établissements culturels » ou « coopération interculturelle ») est souhaitable. Compte tenu de l'importance de l'établissement, une expérience réussie à la tête d'un établissement culturel de taille similaire à l'étranger est obligatoire. Cet emploi ne convient pas pour un candidat à un premier poste.

Une bonne connaissance des différents champs de la culture (arts de la scène, arts plastiques, cinéma, littérature, etc.) ainsi que des enjeux éducatifs et linguistiques est nécessaire. Une connaissance préalable du contexte cambodgien est souhaitable Des qualités relationnelles sont requises autant dans les échanges avec le personnel de l'établissement et les collègues du SCAC qu'avec les partenaires et les autorités cambodgiennes. Une bonne maîtrise de l'anglais et des NTIC est impérative.

Présence du Lycée René Descartes de Phnom Penh ; scolarisation de la maternelle à la terminale ; droits de scolarité annuels de 2400 \$ (maternelle) à 4000 \$ (terminale).

Logement : il est relativement aisé de trouver un logement à Phnom Penh (à partir de 1000 USD par mois)

Autres renseignements pratiques : site de l'ambassade (www.ambafrance.gouv.fr)

Fonction : SG - SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

127L003345

Pays : JERUSALEM

Ville : JERUSALEM

Etablissement : JERUSALEM S.C.A.C. CONS GAL

Type : SERVICE CULTUREL

Placé(e) sous l'autorité du Consul Général de France et du Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, au sein d'un service auquel sont rattachés 4 attachés de coopération, 16 Volontaires internationaux-CRSP-AT, 4 directeurs de CCF et 6 recrutés locaux ayant mission de mener des actions de coopération et de diffusion dans les territoires palestiniens, le/la Secrétaire(e) Général(e) a les attributions suivantes : Attributions administratives : Il (elle) est chargé(e) de la gestion de la situation administrative des agents expatriés et de la gestion administrative des agents de recrutement local : suivi administratif des dossiers, formalités passeports, visas de séjour, carte consulaire, toutes informations sur les conditions de vie sur place et les relations avec les autorités administratives locales. Il (elle) est chargé(e) de l'organisation des tâches et la supervision du personnel administratif. Il (elle) assure également la gestion des biens immobiliers et mobiliers (entretien des locaux, du matériel et des véhicules de service, gestion de l'inventaire et des archives) et assure la coordination de la sécurité des agents en lien avec la chancellerie consulaire et politique du poste. Attributions comptables et financières : Il (elle) est chargé(e), en étroite concertation avec l'équipe de coopération, de la préparation de la programmation titre VI (programme 209), de sa transcription sur les utilitaires, du suivi régulier de son exécution (crédits du poste dont 3 FSP/FSD et crédits Paris), du compte rendu de mi gestion auprès du département, de la gestion des conventions et de leur conformité aux textes règlementaires en vigueur, du mandatement et de la liquidation des dépenses correspondantes. Il (elle) est également chargé(e) de l'élaboration et du suivi du budget de fonctionnement du SCAC (programme 105). A ce titre, il passe commande de fournitures et autres équipements, et est chargé(e) du mandatement et de la liquidation des dépenses correspondantes.

Il sera demandé au secrétaire général outre une bonne connaissance du nouveau cadre budgétaire LOLF et de la réglementation ZSP, une bonne maîtrise des utilitaires de gestion budgétaire et comptable (SCOP, EXEPRO, BMI, PERSAT, CORREGE), et de l'utilitaire de gestion du personnel (SAGAIE). Il (elle) devra être doté(e) de qualités d'adaptation et d'un sens du travail en équipe du fait de sa position à l'interface de toute l'équipe de coopération, de l'équipe administrative du SCAC, des services de la chancellerie politique et consulaire et de la régie du poste. Le contexte socio politique du pays impose que le travail de l'équipe de coopération qui mène son action dans des conditions parfois difficiles puisse s'appuyer sur une équipe administrative maîtrisée et opérationnelle. Il (elle) sera basé(e) à Jérusalem, où il (elle) trouvera facilement à se loger (au minimum 1000 USD par mois). La scolarisation des enfants est possible au Lycée Français de Jérusalem (Maternelle, primaire et secondaire en enseignement direct). En matière de sécurité, il (elle) devra se conformer strictement aux règles de sécurité qu'impose la situation politique du pays. Une bonne connaissance de l'anglais est hautement souhaitée.

127L003986

Pays : MAROC

Ville : AGADIR

Etablissement : INSTITUT FRANCAIS

Type : INSTITUT FRANCAIS

Sous l'autorité de la directrice, le (la) secrétaire général(e) assure la coordination de l'ensemble des services de l'Institut français ; il (elle) assure également la gestion du personnel. Il (elle) assiste la directrice dans l'élaboration du budget et, en étroite collaboration avec l'agent comptable et les services du SCAC, a la responsabilité de l'ensemble de la gestion budgétaire, financière et matérielle de l'Institut. En qualité de régisseur(e), il (elle) assure la tenue de la comptabilité budgétaire et des opérations comptables. Par ailleurs il (elle) veille à la sécurité de l'établissement ; il (elle) a en charge l'inventaire, les archives et la tenue des stocks. En lien direct avec les services opérationnels de l'établissement, il (elle) organise tous les aspects logistiques de leur action.

Disponibilité, sens du travail en équipe et goût des relations humaines sont nécessaires à ce poste qui exige la connaissance des règles de la comptabilité publique appliquées aux établissements dotés de l'autonomie financière ainsi que la maîtrise des outils informatiques et la connaissance des logiciels GPB et GFC. Le (la) secrétaire général (e), sous l'autorité de la directrice, gère une équipe composée de 6 agents de service, 21 agents administratifs et plus de 70 enseignants assurant des cours dans l'établissement et hors les murs. Une expérience dans une fonction similaire est souhaitable. Consulat

Général de France.Enseignement français à l'étranger (AEFE et OSUI (mission laïque)) de la maternelle à la terminale.

127L012016

Pays : RUSSIE

Ville : MOSCOU

Etablissement : CENTRE CULTUREL FRANCAIS

Type : INSTITUT FRANCAIS

Le Secrétaire général sera chargé de la gestion administrative, financière et comptable du Centre Culturel Français de Moscou sous l'autorité du Directeur. Il sera responsable de la gestion du personnel (déroulement de carrière, contrat, congés, missions, élections professionnelles etc.) et devra donc s'assurer de la conformité du statut du personnel de recrutement local par rapport à la législation locale et aux modes de gestion adoptés en concertation avec l'Ambassade. Il sera l'interlocuteur privilégié des représentants syndicaux et de l'Ambassade sur les questions de personnel et de conditions de travail. Le Secrétaire général préparera et suivra l'exécution du budget de l'établissement en concertation avec l'agent comptable (rédaction des contrats, rationalisation des dépenses, proposition d'orientation du budget.) Il s'assurera de la régularité des dépenses et des recettes du Centre. Il interviendra à tout les niveaux dans l'organisation de l'établissement et notamment sur les questions immobilières, sur l'organisation matérielle des manifestations culturelles y compris à l'extérieur de Moscou et sur la répartition des compétences des agents. Il pourra être associé à l'organisation des activités pédagogiques menées par le directeur des cours de l'établissement. Le Secrétaire général du Centre Culturel apportera ses conseils sur la gestion administrative, financière et comptable au directeur du Centre franco-russe en Sciences sociales et humaines de Moscou.

Chargé des relations avec le Ministère des Affaires étrangères et l'Ambassade, le Secrétaire général devra posséder une bonne connaissance des services et une bonne maîtrise des procédures administratives. Il sera doté d'un fort sens de l'organisation, de compétences juridiques. Il saura motiver une équipe de travail. La maîtrise de la langue russe et une connaissance du monde du spectacle seraient un plus.

III) POSTES D'ASSISTANTS TECHNIQUES

Fonction : 2C0 - Educatif

GAB-EEE-0151

Pays : GABON

Ville : LIBREVILLE

Etablissement : ECOLES PUBLIQUES CONVENTIONNEES

Type : Non spécifié(e)

Instituteur ou professeur des écoles

Ecole publique conventionnée à Libreville

Titulaire du CAFIPEMF

Description des fonctions :

- assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France,
- participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0018

Pays : GABON

Ville : PORT-GENTIL

Etablissement : ECOLE PUBLIQUE CONVENTIONNEE

Type : Non spécifié(e)

Professeur des écoles titulaire du CAFIPEMF

Descriptif des fonctions

- assurer un enseignement dans la limite des obligations statutaires des enseignants nationaux, au sein d'une école primaire gabonaise à programme homologué par la France
- participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre du programme d'intervention sectorielle de la coopération française au Gabon.

Instituteur ou professeur des écoles.

- Les obligations de service d'enseignement sont celles définies par le Service de E.P.C.
- Au-delà de celles-ci, l'intéressé(e) peut être appelé(e) à participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre d'actions de coopération ou de partenariat.
- L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé(e) doit développer des échanges d'information et d'expériences, afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, aux programmes et aux règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

MAR-E-0021

Pays : MAROC

Ville : RABAT

Etablissement : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Type : Non spécifié(e)

L'agent, enseignant-chercheur habilité à diriger des recherches (professeur des universités ou MCF habilité), spécialiste des questions de gestion de l'éducation (économie, planification, évaluation des élèves et des systèmes d'enseignement) est détaché auprès de l'université Mohammed V Souissi de Rabat. Il est intégré à une équipe d'enseignants chercheurs marocains (professeurs des universités) dans le cadre du Centre de Recherche et de Formation en Management et Evaluation de l'Education (CREFEME) de l'Université Mohammed V Souissi. Il participe aux enseignements du DESA (Mastère) Management de l'éducation et de la formation, à l'encadrement des doctorants du CREFEME et aux actions de formations continues destinées aux cadres de l'éducation mises en place par le centre au niveau national et régional (Maghreb et Afrique francophone). Il participe aux recherches entreprises par le

centre et à ses différentes activités académiques (publications, séminaires, colloques, animation de l'école doctorale à laquelle le centre est associé). Il mobilise les ressources universitaires françaises et l'expertise du réseau de la coopération dans les activités mises en oeuvre par le CREFEME tant au plan national que régional. Dans son domaine de compétence, l'agent répond aux demandes d'expertise qui lui sont adressées par le SCAC de l'ambassade de France à Rabat, dans le cadre de ses propres projets de coopération éducative ou en réponse aux sollicitations émanant des autorités éducatives marocaines.

L'insertion dans l'université marocaine et la conduite des différentes activités du poste à pourvoir supposent une expertise reconnue. Cette expertise est à la fois académique et pratique, le CREFEME ayant vocation à développer la formation continue des cadres de l'éducation au Maroc et dans l'ensemble de la sous-région (Maghreb et Afrique francophone) et à développer des outils de pilotage des systèmes d'enseignement, fruits de recherches appliquées. Le poste exige donc une grande polyvalence associant une reconnaissance académique dans le domaine de la gestion éducative, une expérience solide dans l'analyse du fonctionnement des systèmes

éducatifs, notamment africains, et une capacité à tisser les liens utiles à sa mission entre le monde universitaire et celui de l'administration éducative.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et Patricia.Niant@diplomatie.gouv.fr, en indiquant le numéro du poste en objet.

Fonction : 2C1 - Promotion du français

LBA-E-0005

Pays : LIBAN

Ville : BEYROUTH

Etablissement : L' U. N. R. W. A.

Type : Non spécifié(e)

Responsable du bureau de l'Ambassade de France à auprès de l'UNRWA, l'agent est chargé de programmer et gérer les moyens nécessaires à la mise en place d'actions de coopération avec l'UNRWA dans les domaines éducatif et linguistique. Il est directement assisté par une secrétaire et une conseillère pédagogique rattachées à son service. Dans ce cadre, il est responsable des actions de formation menées auprès des enseignants de/en français en poste dans les écoles UNRWA. (86 écoles – dont 4 écoles francophones et 4 maternelles – 75 enseignants). A ce titre, il intervient dans l'enseignement préscolaire – suivi pédagogique et gestion des écoles maternelles - et l'enseignement du français en coopération avec une inspectrice de Français de l'UNRWA. De plus, il participe aux projets des départements de l'éducation de l'UNRWA dans les domaines du préscolaire et de la formation initiale des enseignants – création et mise en place de cursus de formation. En outre, il gère un programme de bourses en France et d'aide à la scolarisation pour les jeunes Palestiniens au Liban. Enfin, il est amené à coordonner des opérations menées par des ONG françaises et de l'organisation de missions de bénévoles français dans les camps palestiniens.

Compétences pédagogiques souhaitées : Titulaire de l'éducation nationale formé à l'enseignement dans les classes élémentaires et préscolaires et à l'ingénierie de la formation. Expérience de la problématique de l'enseignement en situation de crise, des enjeux de la formation professionnelle et de la didactique du français langue étrangère. Compétent en gestion, en gestion d'équipe et de projets, le responsable du service devra faire preuve d'un sens marqué de l'organisation et de la décision. Langues : Anglais, langue des échanges administratifs et Arabe, langue de communication avec la communauté palestinienne. Maîtrise des outils informatiques. En sus de ses fonctions administratives et pédagogiques, l'agent doit faire preuve de qualités d'écoute, de disponibilité et d'adaptabilité pour répondre aux demandes de la communauté avec laquelle il travaille dans un contexte difficile. Ceci ajoute à sa mission une dimension humanitaire qui donne au poste un caractère spécifique voire atypique.

L'agent est amené à se déplacer fréquemment, les 12 camps palestiniens étant répartis sur l'ensemble du territoire libanais. Une bonne connaissance du monde arabo-musulman d'un point de vue socio-culturel et religieux facilitera l'intégration de l'agent qui devra également connaître les données de la situation politique au Moyen-Orient et les enjeux de la question palestinienne. Pas de contraintes particulières concernant la scolarisation ou le logement.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à carmen.rouhban@diplomatie.gouv.fr et paul.petit@diplomatie.gouv.fr; en indiquant le numéro de l'emploi en objet.

Fonction : 3C6 - Formation professionnelle

CAE-FPS-0382

Pays : CAMEROUN

Ville : DOUALA

Etablissement : I.U.T./ENSET

Type : Non spécifié(e)

Délégué de site Douala
IUT et ENSET de Douala.
Durée du contrat : 2 ans.

L'assistant technique est affecté comme délégué du projet "coordination et modernisation des établissements technologiques de l'enseignement supérieur" (COMETES). Sous la responsabilité du Chef de Projet, il assure la coordination sur le site de Douala des activités relatives à l'appui institutionnel, à la professionnalisation, au développement des nouvelles formes d'enseignements ainsi qu'à la recherche appliquée. Basé à l'IUT de Douala, il travaille, outre cet établissement, avec l'ENSET de Douala ainsi que tous les établissements d'enseignement supérieur professionnels partenaires de la coopération universitaire à Douala. Son activité se fait en concertation étroite avec le Recteur et le vice-recteur en charge de la recherche et de la coopération de l'Université de Douala.

Le candidat devra posséder une bonne connaissance du monde de la formation professionnelle supérieure et du fonctionnement des universités. Doté à minima d'un diplôme de niveau ingénieur, de préférence complété par un doctorat scientifique, il possèdera une expérience en matière d'appui à l'enseignement supérieur et à la recherche appliquée. La pratique courante de l'anglais et la maîtrise des outils informatiques font partie des compétences souhaitées. Le poste qu'il occupera nécessite tout à la fois une grande capacité organisationnelle, un sens de l'écoute, de la communication et de la diplomatie. Le candidat doit être capable de nouer et d'entretenir des relations constructives avec ses collègues camerounais ainsi qu'avec les universités locales et étrangères, ainsi qu'avec les responsables du monde industriel.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

MAU-SR-0050

Pays : MAURITANIE

Ville : NOUAKCHOTT

Etablissement : UNIVERSITE

Type : Non spécifié(e)

Conseiller technique du Directeur de l'Institut Supérieur d'Etudes Professionnelles (ISEP) et coordinateur du dispositif d'appui au partenariat université – environnement professionnel à l'Université de Nouakchott

Conseiller technique de l'Institut Supérieur d'Etudes Professionnelles, cet assistant technique assiste le directeur pour la mise en place et l'administration des programmes de formation initiale et continue (licences et masters professionnels) Au sein d'une Cellule de Partenariat avec les Entreprises (CPE), il participe pleinement et anime la concertation avec l'ensemble des secteurs professionnels mauritaniens (publics ou privés) afin de construire un partenariat de formation dynamique, tant pour la formation initiale que pour la formation continue, pour le compte de l'ensemble des filières professionnelles de l'Université.

Universitaire (professeur ou maître de conférences) ou titulaire d'un doctorat en économie ou gestion, le candidat devra avoir une expérience préalable en administration et gestion d'un établissement ou service de formation.

Le candidat doit avoir une expérience reconnue en ingénierie de formation, notamment dans la mise en place et la gestion de formations professionnelles d'enseignement supérieur, notamment au niveau master. Dans le cadre de ses fonctions, l'assistant technique devra organiser et appuyer la mise en place de prestations de services dans le but de rechercher des ressources financières propres à l'Université. Dans le cadre de la mise en place de partenariats avec les secteurs public ou privé, son expérience pourrait être d'ordre suivant : études, consultations, négociations et/ou définition de besoins en formation, détermination des contenus de formation continue des cadres. Un maniement aisé des logiciels informatiques de base (Word, Excel, Powerpoint, Access) et des nouvelles technologies de l'information est requis. Il devra faire preuve de disponibilité, d'initiative, d'adaptabilité, d'esprit d'équipe et avoir une forte aptitude à la négociation. Par ailleurs, il devra faire preuve de loyauté et se tenir au devoir de réserve.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

POL-FP-0001

Pays : POLOGNE

Ville : VARSOVIE

Etablissement : FONDATION DE POLOGNE

Il s'agira : d'assurer la mise en place des comités de sélection des boursiers, des conventions de stage et du paiement des bourses et du suivi-évaluation des boursiers ; d'accroître la capacité d'action du Fonds en recueillant de nouveaux dons d'entreprises polonaises et françaises ainsi que de collectivités ; d'organiser des actions de communication en direction des bénéficiaires potentiels du fonds (élèves, étudiants, salariés), de sensibiliser les établissements d'enseignement professionnel initial, universitaire ou technique aux opportunités offertes par le fonds ; d'assurer une veille sur les politiques liées à la formation professionnelle initiale et continue en France et en Pologne incluant des connaissances quant aux sources de financement sur ces questions : FSE, Leonardo et plus largement les programmes communautaires d'éducation et de formation. De répondre aux attentes des bailleurs de fonds en terme de retour sur investissement.

Le candidat devra posséder une bonne connaissance des systèmes de formation professionnelle initiale et continue en France et en Pologne ; la capacité de travailler étroitement avec le monde de l'entreprise, celui de l'enseignement à divers niveaux et dans des domaines très différents, et celui de l'administration ; une maîtrise de la bureautique - traitement de texte et tableurs – et une sensibilisation à la gestion d'un site internet ; une bonne maîtrise de la langue polonaise orale ; une disponibilité pour de fréquents déplacements en Pologne. L'assistant technique sera créatif avec un esprit d'initiative fort, sachant gérer les attentes et les exigences des bailleurs de fonds dans le respect de l'idée de la mutualisation des dons et le souci de la qualité du service offert aux boursiers.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et patricia.niant@diplomatie.gouv.fr; en indiquant le numéro de l'emploi en objet.

Fonction : 4B1 - Coopération universitaire

ANG-SR-0001

Pays : ANGOLA

Ville : LUANDA

Etablissement : UNIVERSITE AGOSTINHO NETO

Type : Non spécifié(e)

Le Conseiller Technique auprès des autorités angolaises pour les filières professionnelles et les partenariats inter-universitaires aura la responsabilité en tant que chef de projet ANGOSUP (structuration et création des formations technologiques dans l'enseignement supérieur public en Angola) de mettre en œuvre les actions prévues dans le cadre de ce projet. Il travaille en étroite collaboration avec les responsables de la Faculté des Sciences Agraires, dans le cadre de la création de l'Institut Supérieur de Technologie Alimentaire de Malanje. Il devra contribuer au développement des filières professionnelles courtes (type bac +2) afin de répondre à une demande croissante de techniciens supérieurs de haut niveau. Il joue un rôle important dans le lancement des études sur les besoins en formation et le montage de programmes de formation, le développement des relations avec les entreprises, la recherche de partenariats avec les établissements français et le suivi des conventions et l'évaluation des actions de coopération universitaire. Il doit apporter au poste une analyse de l'évolution du système universitaire angolais et des secteurs de coopération à développer.

Ce poste requiert un Maître de Conférences en Sciences Exactes, spécialiste de préférence en agro-alimentaire, ayant une bonne connaissance des filières universitaires professionnelles. Ce poste exige une personne ayant le sens du contact et la capacité de travailler en équipe. Une expérience analogue

dans un contexte africain est vivement souhaitable. La connaissance du portugais est un atout appréciable. A défaut la connaissance de l'espagnol est souhaitable.

Observations particulières :

Pas de difficultés pour l'approvisionnement de la vie quotidienne, il existe de nombreux supermarchés. L'Ecole française, 600 élèves, propose un cycle complet, de la maternelle à la terminale. En revanche, la recherche d'un appartement ou d'une maison est difficile, en raison de la spéculation dans le secteur immobilier.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr, en indiquant le numéro de l'emploi en objet.

BKF-FPS-0126

Pays : BURKINA

Ville : OUAGADOUGOU

Etablissement : UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

Assistant technique de coopération universitaire, principal responsable des actions de la composante 2 du projet RESEAU (Renforcement de l'enseignement supérieur et de l'action universitaire), il exerce ses activités au sein d'une équipe de trois assistants techniques auxquels s'ajoute un volontaire international. Il seconde le chef de projet dans la mise en place de deux types d'actions : a) la mise en application de plans prospectifs de formation et de promotion des cadres du système universitaire en vue principalement d'assurer la relève du corps enseignant ; b) l'organisation, autour du système d'enseignement supérieur du Burkina Faso d'un réseau d'universités et d'institutions partenaires. Il est chargé du suivi des bourses de doctorat octroyées aux enseignants ou futurs enseignants burkinabè dans le cadre du projet RESEAU, et de la gestion des invitations accordées pour des séjours de courte durée, compléments de formation et stages. Il travaille, en outre, avec les directions de la coopération universitaire des trois universités pour appuyer leurs efforts de recherche de partenariats et pour les aider à gérer et à multiplier les accords de coopération, y compris les cotutelles de thèse. Il est également amené à intervenir dans le processus de mise en place du système LMD dans les universités du Burkina Faso, regroupées à cette fin dans un réseau d'universités d'Afrique de l'Ouest. Enfin, il seconde le conseiller culturel de l'Ambassade de France pour tous les dossiers relatifs aux demandes de bourses du gouvernement français et à l'information sur le système universitaire français. Dans toutes ces missions, il contribue à l'expertise pédagogique dans les domaines de l'ingénierie pédagogique. Le profil demandé est celui d'un Maître de Conférences ayant une bonne connaissance des développements récents du monde universitaire en France (LMD, universités numériques thématiques, archives ouvertes...).

Les missions confiées à l'assistant technique requièrent des qualités relationnelles, des qualités de gestionnaire et une bonne connaissance du système universitaire. Il est en effet l'interlocuteur simultané des enseignants et personnels universitaires burkinabè, des services du Ministère en charge des enseignements supérieurs, du dispositif français de coopération et des universités et institutions partenaires en France. Situé à l'interface des systèmes burkinabè et français d'enseignement supérieur, il est un facilitateur des relations entre individus, établissements et organismes. Il a une excellente connaissance des dernières évolutions du monde universitaire français et une expérience récente de mise en place du LMD et de projets de coopération. Disponible, il intervient en transversalité sur l'ensemble des dossiers suivis par l'équipe, en particulier en ce qui concerne les possibilités d'études et compléments de formation en France et le développement de partenariats. Déplacements fréquents entre les trois sites universitaires du Burkina Faso, Ouagadougou, Koudougou et Bobo-Dioulasso.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr; en indiquant le numéro de l'emploi en objet.

BKF-SR-358

Pays : BURKINA

Ville : OUAGADOUGOU

Etablissement : UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

Assistant technique de coopération universitaire, Chef du projet FSP RESEAU (Renforcement de l'enseignement supérieur et de l'action universitaire), animateur d'une équipe de trois assistants techniques auxquels s'ajoute un volontaire international, exerce ses fonctions en tant que Conseiller du Président de l'Université de Ouagadougou et en collaboration directe avec les responsables de l'enseignement supérieur et de la recherche du Burkina Faso : Ministre des enseignements secondaires, supérieur et de la recherche scientifique, Secrétaire Général du Ministère, Délégué Général et directeur de l'information scientifique du CNRST (Centre National de Recherche Scientifique et technologique), équipes de direction des trois universités, directeurs d'UFR et d'organismes de recherche. La prise de fonction du nouveau chef de projet interviendra au cours de la première année de démarrage effectif du projet RESEAU, qui s'articule autour de deux composantes, la première consistant à créer sur les trois campus les conditions optimales d'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service des missions d'enseignement et de recherche des universités, ce qui comprend en particulier le suivi de la maîtrise d'ouvrage de constructions et l'installation d'équipements informatiques, la seconde consistant d'une part à mettre en œuvre des plans prospectifs de formation et de promotion des cadres du système universitaire, en vue principalement d'assurer la relève du corps enseignant, d'autre part à favoriser et organiser autour du système d'enseignement supérieur du Burkina Faso un réseau d'universités et institutions partenaires. Membre du comité de pilotage du projet RESEAU, le chef de projet assure en outre le suivi, aux côtés des responsables des organismes de recherche burkinabè (CNRST...) et français (IRD, CIRAD), de l'installation au Burkina d'une plateforme d'information scientifique et technique (projet français SIST).

Le candidat devra se prévaloir d'une expérience de la coopération universitaire, du management d'équipe (chef de laboratoire, chef de département, directeur d'UFR...) et de la gestion de projet. Le profil demandé est celui d'un professeur des universités.

La mission du chef de projet est d'animer et diriger une équipe impliquée dans plusieurs projets différents, demandant des modes d'investissement spécifiques et travaillant avec des milieux diversifiés : université, recherche, monde associatif. Le poste requiert donc des qualités relationnelles : en interne, l'expérience du travail en équipe et une bonne aptitude à coordonner et à synthétiser ; dans les relations avec les partenaires, des facultés d'écoute, d'ouverture et d'initiative. Le poste exige une excellente connaissance du milieu universitaire et des structures qui le caractérisent, en France et en Afrique. Afin d'assurer une fonction rédactionnelle et administrative importante, le chef de projet maîtrise les applications informatiques de base et la gestion des instruments de financement de la coopération française (crédits d'intervention et FSP).

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr; en indiquant le numéro de l'emploi en objet.

IMA-SR-4001

Pays : MAURICE

Ville : QUATRE BORNES

Etablissement : COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN

Type : Non spécifié(e)

Assistant technique, chef de projet de coopération universitaire au Secrétariat général de la Commission de l'Océan Indien.

L'assistant technique exercera ses activités de chef de projet au Secrétariat général de la Commission de l'Océan Indien (COI), dans un contexte de finalisation puis de lancement d'un projet FSP financé par la coopération française. Ce projet prévoit la mise en place d'un dispositif régional de réseaux de recherche comportant des déclinaisons formation, principalement aux niveaux maîtrise recherche et maîtrise professionnel. L'ensemble de ces actions seront mutualisées entre les pays membres de la COI (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et La Réunion). L'assistant technique aura la charge de finaliser le rapport de présentation du projet sur la base des travaux préparatoires réalisés en 2006 et

2007, puis d'en assurer la mise en œuvre en relation avec les établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche impliqués. Le poste requiert une grande autonomie, d'excellentes qualités relationnelles, l'expérience du travail en équipe, le sens de la diplomatie et l'aptitude à s'intégrer dans une organisation régionale. Le candidat aura à la fois une très bonne connaissance des structures de réseaux de recherche et de formation doctorale, et la capacité à gérer un projet universitaire inter-Etats selon les modalités du FSP. Une grande mobilité est attendue compte tenu des nombreuses missions induites. Le profil demandé est celui d'un professeur des universités ayant, de préférence, une expérience de la coopération universitaire.

(La mission du futur chef de projet sera celle d'un rassembleur, induisant une dynamique de collaboration entre chercheurs et enseignants chercheurs des établissements d'enseignement supérieurs des pays de la COI. Appuyant les structures de réseaux plutôt que les programmes de recherche qui les sous-tendent, il participera au développement des partenariats interuniversitaires entre les îles, au plan de la recherche comme des formations mutualisées de type mastère. Le poste exige de ce fait une excellente connaissance du milieu universitaire. Le candidat intégrera les paramètres de concurrence pour les faire évoluer en facteurs d'association et de renforcement du dispositif régional. Il sera familier des grands établissements de recherche français susceptibles de contribuer à la coopération régionale. Il maîtrisera les applications informatiques de base et la gestion des instruments de financement. L'enseignement supérieur étant assuré en anglais dans 2 des 5 pays membres de la COI, l'usage de cette langue est souhaité. Le poste est basé à Maurice mais de nombreux déplacements sont à prévoir vers les principales universités de la région.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

MAD-SR-0202

Pays : MADAGASCAR

Ville : TANANARIVE

Etablissement : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Assistant technique de coopération universitaire, Chef de projet du futur projet FSP
MENRS, Enseignement Supérieur et Recherche

Le chef de projet, animateur d'une équipe de cinq assistants techniques, exercera ses fonctions au sein des grandes directions du Ministère malgache de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique : directions de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Planification, des Technologies de l'Information. Le contexte de sa prise de fonction sera celui du démarrage du futur projet FSP bilatéral franco-malgache, d'un budget de 1,9 M° euros, centré sur la rénovation du dispositif de l'enseignement supérieur et de la recherche malgache. Ce projet s'articule autour de deux composantes de « rénovation des formations dans la perspective du passage au LMD » et de « Renforcement de la recherche et la structuration des formations doctorales », comportant des actions transversales de développement des TIC et des TICE. Le cadre général des actions du projet est celui des partenariats interuniversitaires avec la France, en complémentarité de celles du futur projet régional de la Zone Océan Indien piloté par la COI. Le candidat pourra se prévaloir d'une expérience de la coopération universitaire, du management d'équipe (chef de laboratoire, chef de département, directeur d'UFR ...), et de la gestion de projet. Le profil demandé est celui d'un professeur des universités.

La mission du futur chef de projet sera celle d'un animateur – manager d'équipe. Le poste requiert donc avant tout des qualités de management, d'écoute, d'excellentes qualités relationnelles et l'expérience du travail en équipe. Sur le plan technique, le chef de projet participera principalement au développement des partenariats interuniversitaires, à Madagascar mais aussi dans un cadre régional, tant sur le plan de la recherche que sur celui des formations mutualisées. Il aura à coordonner l'ensemble des actions du projet, en formation et en recherche, et sera attentif à l'intégration effective des actions transversales TIC ou TICE. Il met en place et anime les structures de suivi et de pilotage du projet. Le poste exige donc une excellente connaissance du milieu universitaire et des structures qui le caractérisent. Il est familier des grands établissements de formation et de recherche français susceptibles de participer à cette coopération universitaire. Parallèlement, il développe, avec son équipe, toutes les actions de communication permettant de faire connaître la coopération universitaire. Il maîtrise parfaitement les

applications informatiques de base (messagerie électronique, navigation Internet, traitement de texte type Word, tableur type Excel, dessin type PowerPoint) ainsi que la gestion des instruments de financements de la coopération française (crédits d'intervention et FSP).

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

MAD-SR-0261

Pays : MADAGASCAR

Ville : TANANARIVE

Etablissement : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Assistant technique de coopération universitaire, responsable Composante 2 du futur projet FSP « renforcement de la recherche et structuration des formations doctorales »
MENRS (Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique)

L'assistant technique exercera ses activités au sein de l'équipe de coopération universitaire franco-malgache, dans un contexte de démarrage du nouveau projet FSP, visant à la rénovation du dispositif de l'enseignement supérieur et de la recherche malgache par l'introduction du système LMD. Dans ce projet, il sera responsable de la composante 2 « Renforcement de la recherche et structuration des formations doctorales ». Ce poste requiert d'excellentes qualités relationnelles et l'expérience du travail en équipe, une très bonne connaissance des structures de recherche, des écoles doctorales et du système LMD. Le candidat pourra se prévaloir d'une capacité à gérer les crédits de sa composante (sous l'autorité du chef de projet) et aura, si possible, une expérience de la coopération universitaire. Le profil demandé est celui d'un Maître de conférences, de préférence HDR. La discipline d'appartenance sera, si possible, en relation avec l'une des thématiques suivantes : environnement et biodiversité, halieutique, agronomie-agroalimentaire, informatique, sciences pour l'ingénieur. Les candidatures des disciplines « SHS appliquées au développement » ou Gestion pourront aussi être étudiées. Il aura suivi un stage de formation aux projets FSP.

Cette mission comprend notamment le pilotage des appuis à la structuration des formations doctorales (Ecole Doctorale), au repositionnement de la recherche au centre du dispositif Mastère et Doctorat, au renouvellement et au renforcement de l'encadrement universitaire, à la promotion des enseignants-chercheurs titulaires par l'aide à la publication. L'assistant technique prendra en charge le programme de bourses du SCAC et suivra ceux de la coopération décentralisée. Ces actions prenant place dans le cadre des partenariats interuniversitaires, il sera un facilitateur des relations avec les laboratoires des universités, des écoles et des grands établissements de recherche français. Il participera également au développement des partenariats avec les acteurs de la vie économique pour la valorisation de la R&D. D'une manière plus générale, il devra répondre aux nombreuses sollicitations du champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, interviendra en transversalité sur les composantes du projet, et contribuera au rayonnement de toutes les actions de la coopération franco-malgache. La maîtrise parfaite des applications informatiques de base (messagerie électronique, navigation Internet, traitement de texte type Word, tableur type Excel, dessin type PowerPoint) est indispensable.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

MAD-SR-0262

Pays : MADAGASCAR

Ville : TANANARIVE

Assistant technique de coopération universitaire, Responsable des actions « formations professionnelles » au sein de la Composante 1 du futur projet FSP « Rénovation des formations en vue du passage au LMD »

MENRS (Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique)

L'assistant technique exercera ses activités au sein de l'équipe de coopération universitaire franco-malgache composée de cinq assistants techniques, dans un contexte de démarrage du nouveau projet FSP MADES (rénovation du dispositif de l'enseignement supérieur et de la recherche malgache, mise en place du nouveau système LMD). Il interviendra en appui au responsable de la composante 1 du projet « Rénovation des formations par des opérations pilotes de mise en place du LMD, filières de formation courtes ou longues des secteurs public ou privé ». Il prendra notamment en charge les actions concernant les filières courtes professionnelles pour leur mutation vers le LMD, dans des domaines aussi variés que environnement et biodiversité, halieutique, agronomie-agroalimentaire, sciences pour l'ingénieur, gestion, management. Ce poste requiert une bonne connaissance du système LMD, en particulier du niveau L, l'expérience du montage de filières professionnelles, des qualités relationnelles et de travail en équipe. Le candidat pourra se prévaloir d'une capacité à gérer les crédits des actions du projet (sous l'autorité du responsable de composante) et aura, si possible, une expérience de la coopération universitaire. Le profil demandé est celui d'un Maître de Conférences.

Cette mission s'articule autour du pilotage des appuis à la structuration et à la mise en place des nouvelles formations Licences professionnelles sur l'ensemble du territoire malgache, comportant cinq universités de province et plusieurs instituts décentralisés. Il s'agira d'intervenir dans le nouveau contexte LMD des universités, impliquant notamment l'environnement économique et social. Ces actions prenant place dans le cadre des partenariats interuniversitaires, il sera un facilitateur des relations avec les universités, les écoles et les instituts français. Il participera aussi au développement des partenariats avec les acteurs de la vie économique, notamment pour la mise en place des nouveaux cursus des formations professionnelles. Les deux composantes du futur projet ayant vocation à promouvoir ou à développer, en actions transversales, l'usage des TIC et des TICE, le candidat pourra attester d'une bonne connaissance de ces outils. D'une manière plus générale, il devra répondre aux nombreuses sollicitations du champ de l'enseignement supérieur et de la recherche, interviendra en transversalité sur les composantes du projet, et contribuera au rayonnement de toutes les actions de la coopération franco-malgache. Il maîtrise parfaitement les applications informatiques de base (messagerie électronique, navigation Internet, traitement de texte type Word, tableur type Excel, dessin type PowerPoint) et se sera familiarisé avec les principaux instruments de financements de la coopération française (crédits d'intervention et FSP)

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

MLI-SR-0007

Pays : MALI

Ville : BAMAKO

Etablissement : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Type : Non spécifié(e)

Le candidat est affecté au Ministère de l'Éducation Nationale en qualité de chef de projet et relève, pour la partie malienne, du Directeur National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ainsi que, pour la partie française, du Chef du Service de Coopération et d'Action Culturelle. Avec le concours d'un autre Assistant technique (AT), le chef de projet est plus particulièrement chargé de la direction de la dernière phase d'un projet FSP dont l'objectif principal est de contribuer à l'amélioration de l'enseignement supérieur malien en rendant plus performant le fonctionnement de l'administration, en adaptant les formations aux besoins du Mali et en soutenant la formation des personnels concernés. Il est également chargé du suivi et de la gestion de la composante du projet visant à soutenir la mise en place de 8 filières courtes professionnalisantes et est co-responsable des activités du projet touchant à la formation et à la recherche. Il a, en relation avec un conseiller technique du directeur national (AT) et chef de file de notre coopération dans l'enseignement supérieur, à apporter une expertise conseil dans la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'enseignement supérieur dans le cadre du Programme d'Investissement du Secteur de l'Éducation (PISE 2). En adéquation avec les objectifs du projet, il contribue aux évolutions conformes aux orientations du PISE 2 (système informatisé de gestion de

l'Université, introduction du LMD, de pôles universitaires régionaux, REESAO, notamment). Ces évolutions auront également à être intégrées à la préparation d'un futur FSP « enseignement supérieur » que le chef de projet aura à rédiger.

Des capacités de gestion, de négociation et de travail en équipe ainsi qu'une maîtrise de l'outil informatique, sont constitutives du profil de type universitaire souhaité. Une bonne connaissance des systèmes universitaires français et africains ainsi que de leurs évolutions (en particulier en ce qui concerne le LMD et la mise en place d'outils de pilotage) et des compétences affirmées de conception, d'identification des besoins et de rédaction de rapports techniques sectoriels sont requises.

Le poste étant situé dans la capitale, la scolarisation des enfants est possible dans une école locale homologuée par l'AEFE (pré-élémentaire) et dans un lycée français conventionné par l'AEFE (élémentaire, collège, lycée). Un centre Médico-Social fonctionne correctement et est accessible aux Assistants Techniques et à leur famille. Pas de difficultés particulières de sécurité ou d'approvisionnement en denrées alimentaires. Une liaison aérienne quotidienne avec la France est assurée.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr; en indiquant le numéro de l'emploi en objet.

TCH-SR-0033

Pays : TCHAD

Ville : N'DJAMENA

Etablissement : MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - UNIVERSITE

Type : Non spécifié(e)

Conseiller technique auprès du Secrétaire Général du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation professionnelle.

Placé auprès du Secrétaire général (SG) du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle (MESRSFP, N'Djamena), l'Assistant technique (AT) coordonne les interventions de la Coopération française en direction du système universitaire tchadien. L'AT apporte un appui institutionnel de haut niveau auprès du Ministre, du Secrétaire général, des Recteurs, des Doyens de Facultés et Directeurs généraux d'Instituts, en vue de renforcer les capacités de pilotage du système et de développement stratégique de celui-ci. Il est associé à la définition et à la mise en œuvre de la politique de formation des étudiants tchadiens (boursiers du gouvernement français ; Formation à distance en partenariat notamment avec l'Agence universitaire de la Francophonie-AUF- ; modernisation des contenus d'enseignement et des cursus ; mise en place de la réforme LMD ; adéquation formation/emploi en lien avec le tissu économique et industriel local). Enfin il est chargé d'assurer le suivi des accords-interuniversitaires bilatéraux (Institut national des Sciences appliquées de Lyon, Universités de Poitiers, Avignon, Orléans et Saint-Etienne) bénéficiant d'un appui du ministère français des Affaires étrangères.

Agent titulaire du ministère en charge de l'Enseignement supérieur (maître de conférences), l'AT doit avoir une bonne connaissance de la problématique de développement en Afrique subsaharienne. L'AT doit posséder les compétences suivantes : la faculté d'impulser une dynamique de réforme en milieu universitaire, ainsi qu'une expérience dans l'administration et la gestion financière de projets d'Enseignement supérieur. La maîtrise des procédures de coopération bilatérale et multilatérale, ainsi que des capacités opérationnelles pour entretenir et développer les synergies entre partenaires techniques et financiers (établissements universitaires du Nord et du Sud ; bailleurs) constituent un atout déterminant. Doté d'indéniables qualités humaines (sens de l'initiative et du dialogue, aptitudes à la négociation, esprit d'ouverture), l'AT doit avoir fait ses preuves dans des fonctions analogues à l'étranger, requérant un sens aigu des responsabilités. L'AT doit maîtriser les technologies de l'information et de la communication (enseignement à distance en particulier).

Le Tchad est marqué par 30 ans de guerre civile (instabilité institutionnelle), très pauvre (173ème sur 177 selon l'indice des Nations-Unies), à faibles capacités (administration, secteur privé et société

civile), producteur de pétrole depuis 2003 et confronté en 2007 à un afflux massif de recettes pétrolières. Dans ces conditions de partenariat délicates, doit être déclinée une relation de coopération de plus en plus exigeante et contractualisée, autour du Document-cadre de partenariat Tchad-France pour les années 2006-2010, en vue d'une appropriation locale et d'une bonne utilisation des fonds pétroliers additionnels. Amené à se déplacer de temps à autre à l'intérieur du pays, l'AT devra faire montre de facultés d'adaptation au travail en équipe dans un contexte institutionnel et un environnement matériel difficiles (moyens de fonctionnement, formation et motivation des services limités). Les conditions de scolarisation sont bonnes, avec un lycée français accueillant 450 élèves de la maternelle à la terminale ; les conditions d'approvisionnement sont correctes.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

Fonction : 4B3 - Direction d'établissement scolaire

GAB-EEE-0090

Pays : GABON

Ville : PORT-GENTIL

Etablissement : ECOLE PUBLIQUE CONVENTIONNEE

Directeur d'école primaire

Descriptif des fonctions :

- direction d'école primaire gabonaise à programme homologué par la France .
- participation aux actions d'appui au fonctionnement de l'enseignement élémentaire gabonais qui sont confiées au réseau des écoles publiques conventionnées.
- Encadrement de titulaires gabonais affectés dans l'établissement

Directeur d'école primaire titulaire du CAFIPEMF

- Les obligations de service de direction sont celles définies par le Service de E.P.C.
- Au-delà de celles-ci, l'intéressé(e) peut être appelé(e) à participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre d'actions de coopération ou de partenariat.
- L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé(e) doit développer des échanges d'information et d'expériences, afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, aux programmes et aux règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.
- Comme maître formateur le directeur encadre les enseignants titulaires gabonais affectés dans l'établissement et les recrutés locaux.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-040

Pays : GABON

Ville : LIBREVILLE

Etablissement : ECOLES PUBLIQUES CONVENTIONNEES

Directeur - Ecole publique conventionnée

Descriptif des fonctions :

- direction d'école primaire gabonaise à programme homologué par la France .
- participation aux actions d'appui au fonctionnement de l'enseignement élémentaire gabonais qui sont confiées au réseau des écoles publiques conventionnées.

Directeur d'école primaire titulaire du CAFIPEMF

- Les obligations de service de direction sont celles définies par le Service de E.P.C.
- Au-delà de celles-ci, l'intéressé(e) peut être appelé(e) à participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre d'actions de coopération ou de partenariat.
- L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé(e) doit développer des échanges d'information et d'expériences, afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, aux programmes et aux règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.
- Comme maître formateur, le Directeur encadre les enseignants titulaires gabonais affectés dans l'Etablissement et les recrutés locaux.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

GAB-EEE-0223

Pays : GABON

Ville : LIBREVILLE

Etablissement : ECOLES PUBLIQUES CONVENTIONNEES

Directeur d'école primaire conventionnée

- Direction d'école primaire gabonaise à programme homologué par la France .
- Participation aux actions d'appui au fonctionnement de l'enseignement élémentaire gabonais qui sont confiées au réseau des écoles publiques conventionnées.
- Encadrement de titulaires gabonais affectés dans l'établissement.

Profil demandé : Directeur d'école primaire , titulaire de CAFIPEMF

Les obligations de service de direction sont celles définies par le Service de E.P.C.

- Au-delà de celles-ci, l'intéressé(e) peut être appelé(e) à participer à toute action de diffusion, d'information ou de formation s'inscrivant dans le cadre d'actions de coopération ou de partenariat.
- L'équipe pédagogique à laquelle appartient l'intéressé(e) doit développer des échanges d'information et d'expériences, afin de garantir l'actualisation des pratiques pédagogiques et leur conformité aux objectifs, aux programmes et aux règles d'organisation applicables en France en matière d'enseignement scolaire.
- Comme maître formateur le directeur encadre les enseignants titulaires gabonais affectés dans l'établissement et les recrutés locaux.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et denis.soriot@diplomatie.gouv.fr

LBA-E-0012

Pays : LIBAN

Ville : NABATIEH

Etablissement : LYCEE FRANCO-LIBANAIS HABBOUCH

Chef d'établissement

Mission Laïque Française, Lycée franco-libanais

Nommé sur un poste de proviseur, le candidat devra posséder une solide expérience de direction d'établissement scolaire, de management et des capacités avérées à gérer un établissement dont la situation financière requiert la plus grande rigueur. Le candidat disposera du sens des responsabilités, d'une aptitude au travail en équipe et d'une bonne expérience en matière de formation et d'animation. Un esprit d'ouverture à la culture locale est indispensable. Il devra être capable, en relation avec le centre culturel de Nabatieh et les deux conseillers pédagogiques français qui lui sont rattachés, de faire du lycée Habbouche un point d'appui de la politique de coopération éducative du poste en particulier en matière d'innovation pédagogique au préscolaire et à l'élémentaire.

Le lycée franco-libanais de la Mission laïque française, situé au Sud Liban dans la commune d'Habbouche Nabatieh, scolarise 880 élèves de la maternelle à la terminale. Ouvert en septembre 1997, dans une région rurale peu francophone, cet établissement, conventionné avec la DGCID, est sous l'autorité conjointe du poste diplomatique à Beyrouth et de la Mission laïque Française, organisme gestionnaire. Il est rattaché à l'agence comptable sise au Grand Lycée Franco-libanais de Beyrouth et fonctionne dans le cadre du réseau libanais de la MLF. Homologué par L'Education nationale, cet établissement dispense une scolarité française tout en respectant les obligations définies par la loi libanaise comme l'apprentissage de la langue arabe. Le lycée joue un rôle clef dans la présence française dans la région.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et paul.petit@diplomatie.gouv.fr

SEN-EEE-44

Pays : SENEGAL

Ville : DAKAR

Etablissement : ECOLE DE DIAL DIOP

Type : Non spécifié(e)

Directeur de l'école franco-sénégalaise Dial Diop.

Classes du CP au CM2.

Les fonctions pédagogiques du Directeur recouvrent à la fois un rôle d'animation pédagogique mais aussi des tâches d'organisation et de gestion. Le directeur a la responsabilité : du calendrier scolaire, du contenu des réunions (conseil d'école, conseil des maîtres, conseil des cycles, réunions pédagogiques) en concertation avec l'IEN français en résidence à Dakar et avec l'IDEN sénégalais responsable de la circonscription de Dakar ; de la préparation et de la mise en œuvre du projet d'école, de l'encadrement et du suivi pédagogique des jeunes maîtres en début de carrière, du diagnostic des besoins en formation ; des décisions touchant au parcours scolaire des élèves, des modalités de sélection des nouveaux élèves, de la gestion, en liaison avec l'association des parents d'élèves (APE) de l'école, de la coopérative, des cotisations, des équipements et des charges assurées par l'APE. Le directeur participera activement aux réflexions conduites sur l'évolution des écoles franco-sénégalaises en relation avec le SCAC.

L'école a été créée en 1972 par un accord de Coopération entre la République du Sénégal et la République Française. Elle accueille des élèves français et sénégalais du CP au CM2. Les maîtres sont des professeurs des écoles français et des instituteurs sénégalais. Cette école dépend administrativement et pédagogiquement du Ministère sénégalais de l'éducation nationale. Le directeur est mis à la disposition du gouvernement sénégalais pour servir en Coopération. Dans la mesure où cette école est homologuée par le Ministère français de l'éducation nationale elle fait l'objet d'un suivi pédagogique par l'IEN en résidence à Dakar qui est amené à inspecter les personnels français. Cette école fait partie d'un réseau d'enseignement du programme français de plus de 6000 élèves. Il existe une deuxième école franco-sénégalaise à Dakar. Les relations entre les deux écoles sont permanentes.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et luc.fabre@diplomatie.gouv.fr

Fonction : 4B4 – Enseignement supérieur technologique

CAE-FPS-0168

Pays : CAMEROUN

Ville : YAOUNDE

Etablissement : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE

Type : Non spécifié(e)

Chef de la composante professionnalisation de l'enseignement

Ministère de l'enseignement supérieur

Durée du contrat : 2 ans

L'assistant technique est affecté comme chef de la composante 2, « Appui à la professionnalisation de l'enseignement supérieur technologique » dans le contexte du dispositif de coopération franco-camerounais en matière d'enseignement supérieur, et plus particulièrement du projet COMETES d'appui aux établissements technologiques. A ce titre et sous la supervision du chef de projet, il a pour rôle d'organiser l'ensemble des activités relevant de cette composante sur les quatre sites soutenus ainsi que de gérer le volet Formation Courte des Enseignants de l'ENSET de Douala et des établissements technologiques. Sa mission s'inscrit dans la stratégie sectorielle du ministère de l'enseignement supérieur et en particulier le développement de la professionnalisation de l'Enseignement Supérieur, enjeu majeur pour l'université. L'assistant technique est affecté sur le site de Yaoundé, mais sa mission impliquera

de nombreux déplacements dans le pays, en particulier à Douala où se trouve la majorité des entreprises. Le candidat devra posséder une bonne connaissance du monde industriel et de ses relations avec l'université. Doté à minima d'un diplôme de niveau ingénieur, il possèdera une expérience en matière de transfert technologique et de recherche appliquée. La pratique de l'anglais et de la bureautique habituelle fait partie des compétences souhaitées. Le poste qu'il occupera nécessite tout à la fois une grande capacité organisationnelle et un bon sens de la communication et de la diplomatie. Le candidat doit être capable de nouer et d'entretenir des relations constructives avec ses collègues camerounais ainsi qu'avec les responsables du monde industriel.

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

Fonction : 4C4 - Coopération universitaire technologique

CEN-FPS-0029

Pays : CENTRAFRICAINE (REP.)

Ville : BANGUI

Etablissement : MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Type : Non spécifié(e)

Conseiller auprès du Directeur de l'Institut Supérieur de Technologie à l'Université de Bangui.

Conseiller auprès du directeur de l'Institut Supérieur de Technologie de l'Université de Bangui, l'assistant technique appuiera le renforcement des dispositifs de formation initiale et continu de cet institut et le suivi de l'insertion socio-professionnelle de ses diplômés. De manière plus générale, il apportera son appui et ses conseils dans tout domaine relevant de la politique de professionnalisation menée par l'Université de Bangui ainsi que dans celui du renforcement de ses capacités administratives à travers l'informatisation des processus et la mise en réseau des services. Sa mission se situera dans le cadre de la fin d'exécution du projet FSP d'appui à l'enseignement supérieur centrafricain (SUPCA) et dans celui de l'élaboration de la nouvelle intervention sur FSP dans ce secteur telle qu'elle est inscrite dans le futur Document Cadre de Partenariat.

Le profil demandé est celui d'un universitaire, docteur ou agrégé, dans une spécialité technologique, ayant de solides connaissances dans le domaine informatique : bases de données, réseaux, architecture. Ce poste s'adresse à un enseignant du supérieur ayant participé à la réforme ou à l'élaboration de programmes de filières universitaires technologiques, à la mise en place de réseaux informatique et d'outils de gestion, avec si possible une expérience dans un pays en développement. Il dispose de fortes capacités relationnelles et possède une grande aptitude au travail en équipe.

L'agent aura à sa charge le logement. Les conditions climatiques à Bangui sont celles d'un climat tropical humide. Pour les affections sans gravité et les analyses, l'agent et ses ayants droit bénéficient des services d'un centre médico-social dépendant de l'Ambassade ainsi que de l'Institut Pasteur de Bangui. Par ailleurs, la souscription à une assurance de rapatriement est obligatoire. La scolarisation est possible dans d'excellentes conditions depuis la maternelle jusqu'à la terminale (séries S et ES) au lycée Français Charles de Gaulle de Bangui. L'Alliance Française de Bangui propose l'accès à divers services : médiathèque, spectacles (cinéma, théâtre, danse...), cours de français, sango, informatique,

dessin...Diverses activités peuvent être pratiquées à Bangui (tennis, golf, natation)

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

Fonction : enssup - Enseignement supérieur

CEN-SR-0045

Pays : CENTRAFRICAINE (REP.)

Ville : BANGUI

Etablissement : UNIVERSITE DE BANGUI

Type : Non spécifié(e)

Conseiller technique en géomatique à l'Université de Bangui.

Conseiller auprès du Doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de l'Université de Bangui et affecté au laboratoire de climatologie, de cartographie et d'études géographiques (LACCEG) de cette faculté, l'assistant technique appuiera la formation des personnels et le développement de ce laboratoire, notamment en cartographie numérique. De manière plus générale, il apportera également son appui et ses conseils dans tout domaine relevant de la politique de recherche menée par l'Université de Bangui. Sa mission se situera dans le cadre de la fin d'exécution du projet FSP d'appui à l'enseignement supérieur centrafricain (SUPCA) et dans celui de l'élaboration de la nouvelle intervention sur FSP dans ce secteur telle qu'elle est inscrite dans le futur Document Cadre de Partenariat.

Le profil demandé est celui d'un docteur en géographie tropicale, spécialisé en géomatique (SIG et Télédétection). Ce poste s'adresse à un enseignant-chercheur doté d'une très bonne connaissance des problématiques de recherche-développement en Afrique centrale et ayant connu plusieurs affectations sur le terrain. Sa pratique des outils SIG et Télédétection et ses connaissances en cartographie seront mises à profit dans le cadre d'une politique de recherche fondamentale et appliquée visant à résoudre les problèmes de développement, notamment dans leur dimension économique (aménagement du territoire, compétitivité des voies fluviales,...). Une expérience antérieure et récente dans l'organisation et la mise en place d'activités de recherche dans le cadre de projets de soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche des pays du Sud est demandée.

(1000 caractères maximum soit 10 lignes environ, sous forme rédigée et sans alinéa) L'agent aura à sa charge le logement. Les conditions climatiques à Bangui sont celles d'un climat tropical humide. Pour les affections sans gravité et les analyses, l'agent et ses ayants droit bénéficient des services d'un centre médico-social dépendant de l'Ambassade ainsi que de l'Institut Pasteur de Bangui. Par ailleurs, la souscription à une assurance de rapatriement est obligatoire. La scolarisation est possible dans d'excellentes conditions depuis la maternelle jusqu'à la terminale (séries S et ES) au lycée Français Charles de Gaulle de Bangui. L'Alliance Française de Bangui propose l'accès à divers services : médiathèque, spectacles (cinéma, théâtre, danse...), cours de français, sango, informatique, dessin...Diverses activités peuvent être pratiquées à Bangui (tennis, golf, natation).

Après avoir fait acte de candidature en ligne suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

CHL-SR-0003

Pays : CHILI

Ville : VINA-DEL-MAR

Etablissement : ECOLE FRANCO-CHILIENNE D'INGENIERIE

Chef de projet de l'école franco-chilienne d'Ingénierie (EFCI)

Mise en place de filières d'enseignement technologique en partenariat avec l'université technologique de Compiègne (UTC).

1. assurer la coordination et l'articulation entre l'UTC et l'UVM dans le cadre de l'EFCI / enseignement, recherche et transfert de technologie,
 2. piloter la mise en place du modèle UT à l'EFCI et participer aux activités d'enseignement et de recherche,
 3. effectuer un contrôle qualité des formations et mettre en place des outils d'évaluation,
 4. représenter l'EFCI auprès des institutions publiques françaises, européennes et chiliennes,
 5. représenter l'EFCI auprès des entreprises au Chili en liaison avec la Chambre de commerce franco-chilienne,
 6. participer à la promotion de l'EFCI
- Maître de conférence, professeur d'université technologique
 Bonne maîtrise de l'espagnol, de l'anglais et de l'informatique
 Bonnes connaissances du système des formations d'ingénieurs français.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et beatrice.duchemin@diplomatie.gouv.fr

CNG-SR-0003

Pays : CONGO

Ville : POINTE-NOIRE

Etablissement : INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE AFRIQUE CENTRALE

Directeur du Premier Cycle de l'Institut supérieur de Technologie

L'IST est un établissement créé en 2002 par l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC) pour former, en Afrique, des ingénieurs par la voie de l'alternance. La maîtrise d'œuvre du projet a été confiée au Groupe ICAM (Institut Catholique d'Arts et Métiers - Paris). Le candidat aura à :

- animer et diriger l'équipe pédagogique et administrative composée de personnels permanents et vacataires, et superviser les recrutements nécessaires.
- gérer l'établissement, selon le budget validé par le Conseil de l'IST.
- organiser les procédures d'admission des étudiants sur l'ensemble de la sous-région.
- superviser la construction d'une résidence destinée à accueillir les élèves.
- représenter l'IST auprès de toutes les instances et organismes de la vie publique au Congo. Il rendra compte auprès de diverses autorités de tutelle: Ministère des Affaires Etrangères, Groupe ICAM, UCAC, Autorités gouvernementales et locales du Congo. Le profil recherché est celui d'un ingénieur senior diplômé du Groupe ICAM. Il dispose d'une expérience dans l'industrie, plus particulièrement dans le domaine de la mécanique et de la maintenance. Il aura été impliqué dans une filière de formation par l'alternance. Il connaît l'environnement africain et a une bonne pratique de l'animation d'équipes pluriculturelles, de la gestion administrative et financière et des relations publiques et institutionnelles. Une expérience complémentaire dans le suivi de chantier (construction et aménagement de bâtiments) sera un plus.

L'Assistant Technique a la responsabilité du fonctionnement et du développement du 1er cycle de l'Institut Supérieur de Technologie créé à Pointe Noire, en 2002, par l'Université Catholique d'Afrique Centrale (Yaoundé-Cameroun) qui en a confié la maîtrise d'œuvre au Groupe ICAM (Institut Catholique d'Arts et Métiers, Paris-France) ; cette mission s'inscrit dans le cadre global du déploiement de l'Institut dans la sous-région d'Afrique Centrale à partir de ses deux sites : - 1er cycle (2 ans d'études) basé à Pointe Noire (Congo-Brazzaville) pour la formation de Techniciens Supérieurs en Maintenance Industrielle, - 2ème cycle (3 ans d'études) basé à Douala (Cameroun) pour la formation d'ingénieurs par la voie de l'alternance, ouvert en 2004A ce titre :

- il anime et dirige l'équipe pédagogique et administrative composée de personnels permanents et vacataires et supervise les recrutements nécessaires. Il est assisté d'un coordinateur des études et d'un chef des travaux.
- il gère l'établissement dans un cadre budgétaire préalablement établi, et validé par le Conseil de l'IST auquel il rend compte ; il ordonnance les dépenses en équilibre avec les ressources.

- en concertation avec l'établissement de Douala, il organise les procédures d'admission des étudiants sur l'ensemble de la sous-région en formation initiale. Il veille en particulier au recrutement de jeunes de qualité, provenant de tous les pays de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale).

- il s'assure de la réalisation des objectifs (quantitatifs et qualitatifs) organisationnels, académiques, scientifiques, techniques, éducatifs et relationnels au sein de l'Etablissement ; il peut être lui-même personnellement engagé, suivant ses disponibilités et compétences, dans les actions de formation.

- il entretient et développe les relations avec les entreprises industrielles et de services, avec différents objectifs :

1-partenariat découlant du fonctionnement par l'alternance.

2-accueil de stagiaires

3-aide : sponsoring d'étudiant, don en matériel, dotation aux investissements

4-développement de la formation continue

- Il assure la pérennisation et le développement de l'école. En 2007 et 2008, il supervise, pour le compte du Groupe ICAM, la construction d'une résidence destinée à accueillir les élèves.

- il assure représentation et communication de l'IST auprès de toutes les instances et organismes de la vie publique au Congo.

- il travaille en coordination étroite avec le directeur du cycle ingénieur basé à Douala

- il rend compte auprès des autorités de tutelle suivant des procédures convenues à l'avance : MAE, UCAC, Groupe ICAM, Autorités gouvernementales et locales des Etats concernés. Il maîtrise les enjeux scientifiques, professionnels et éducatifs de l'Institut, vis-à-vis des personnes à former, jeunes ou adultes, particulièrement dans les métiers de la maintenance et des techniques industrielles (mécanique, électricité, automatisme). Il doit être capable d'assurer le fonctionnement d'une structure à moyens limités. Il a un souci d'écoute, de dialogue et de proximité avec les étudiants, concernant notamment les conditions de séjour, l'animation des résidences et l'aide à apporter à certains. La recherche de financement pour aider les étudiants issus de familles modestes et la gestion / attribution de ces aides est un sujet important et sensible. Les conditions de vie : De manière générale, la qualité de vie à Pointe Noire, pour une famille expatriée française, est excellente, tout en restant africaine. La population est accueillante, et l'insécurité très faible. Le logement est facile, les loisirs possibles, avec la proximité de la mer. Le réseau téléphonique GSM fonctionne correctement. Il existe une importante école française de bon niveau, allant de la maternelle à la terminale. La communauté française compte environ 2500 personnes. A contrario, certains aspects viennent compliquer la vie : les pénuries d'électricité, quasi – générales, et qui nécessitent un groupe de secours pour pallier les coupures. Depuis 1 an, le Centre Ville est privilégié. Les coupures sont très variables et représentent environ 4/5 jours non consécutifs par mois. Les plus grosses coupures peuvent durer 3 semaines. Les pénuries d'eau : liées entre autre aux pénuries d'électricité ; les quartiers ont des traitements très différents (pour notre part, nous n'avons jamais été en rupture en 5 ans). L'insuffisance de la pression distribuée nécessite l'utilisation d'une citerne « tampon » et d'une pompe pour distribuer l'eau sous pression dans la maison. A côté des axes principaux de la ville qui sont goudronnés et en relativement bon état, les routes secondaires de la ville et du pays sont particulièrement mauvaises. Enfin, les télécommunications sont chères: le coût est assez prohibitif pour internet : 450€/mois ; pour le téléphone : 0,3€/ min.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et veronique.de-rohan-chabot@diplomatie.gouv.fr

TUN-SR-0016

Pays : TUNISIE

Ville : TUNIS

Etablissement : FACULTE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Type : Non spécifié(e)

Enseignant de linguistique générale et littérature française

Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis (9 Avril).Département de Français.

Ce professeur agrégé de lettres devrait être titulaire d'un doctorat si possible de linguistique , avoir une expérience de l'enseignement et être initié à la recherche. Il devrait dans l'idéal avoir déjà eu une 1

'expérience de l'enseignement à l'étranger et être capable de faire preuve de beaucoup de souplesse et d'initiative dans son enseignement. Il prendra la succession d'un latiniste sans que ses fonctions recourent celles de son prédécesseur. Le cœur de son enseignement à la Faculté du 9 avril sera complété par un cours de linguistique générale à l'Université de la Manouba. La problématique et les méthodes d'enseignement FLE ne lui seront pas étrangères.

Outre les compétences académiques et un minimum d'expériences dans un cadre similaire, ce poste exige une réelle aptitude au dialogue et à la négociation avec l'administration de tutelle. Il suppose un vrai désir d'adaptation de l'enseignement au niveau et aux besoins réels des étudiants. Les contenus d'enseignement sont négociables avec la partie tunisienne compte-tenu des compétences du candidat. Celui-ci fera par ailleurs preuve de dynamisme et d'imagination dans l'organisation de son enseignement, des activités liées au renforcement de l'environnement francophone et les relations avec les autres institutions universitaires. Ce professeur assurera de 10 à 15 heures d'enseignement hebdomadaire. Il contribuera par ailleurs à l'animation culturelle et francophone coordonnée par le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Tunisie qui fonctionne en réseau avec l'ensemble des institutions d'enseignement supérieur. Les conditions de vie à Tunis n'offrent aucune difficulté particulière. Les établissements scolaires français permettent de scolariser les enfants.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et paul.petit@diplomatie.gouv.fr

TUN-SR-0018

Pays : TUNISIE

Ville : MANOUBA

Etablissement : FACULTE DES LETTRES/DEPARTEMENT DE FRANCAIS

Type : Non spécifié(e)

Enseignant de Littérature française à l'Université de la Manouba . Faculté des Lettres Département de Français.

Ce professeur d'université est capable d'une grande capacité de rayonnement et d'initiative dans le cadre de la plus ancienne et prestigieuse université tunisienne. Il est dans l'idéal spécialiste de la période post - coloniale et des littératures francophones. Il a derrière lui des publications et une autorité attachée à ses recherches. Il a déjà eu une expérience de l'étranger et est capable de faire preuve de beaucoup de souplesse et d'initiative dans son enseignement. Ses qualités relationnelles et sa qualité d'écoute sont aussi importantes que sa crédibilité scientifique.

Outre les compétences académiques et pédagogiques ce poste exige une réelle aptitude au dialogue et à la négociation avec l'administration de tutelle. Il suppose un vrai désir d'adaptation de l'enseignement au niveau et aux besoins réels des étudiants. Les contenus d'enseignement sont négociables avec la partie tunisienne compte-tenu des compétences du candidat qui dans l'idéal devrait cependant prendre le relais des enseignements assurés par son prédécesseur (littératures post-coloniales). Ce professeur fera par ailleurs preuve de dynamisme et d'imagination dans l'organisation des activités liées au renforcement de l'environnement francophone et les relations avec les autres institutions universitaires. Ce professeur assurera de 10 à 12 heures d'enseignement hebdomadaire. Il contribuera par ailleurs à l'animation culturelle coordonnée par le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France en Tunisie qui fonctionne en réseau avec l'ensemble des institutions d'enseignement supérieur. Les conditions de vie à Tunis n'offrent aucune difficulté particulière. Les établissements scolaires français permettent de scolariser les enfants.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et paul.petit@diplomatie.gouv.fr

TUR-SR-0030

Pays : TURQUIE

Ville : ISTANBUL

Etablissement : UNIVERSITE DE GALATASARAY

Type : Non spécifié(e)

Professeur d'Economie à l'Université Galatasaray

Professeur d'Economie à l'Université Galatasaray, établissement public turc francophone, l'assistant technique assure une triple mission :

- 1) En tant que chercheur confirmé dans son département, il a en charge le développement de la recherche ; il sera notamment amené à coordonner les activités de ce département dans les réseaux européens et animera une équipe travaillant sur les différents thèmes de recherche de sa discipline.
- 2) En tant qu'enseignant, il assure un service hebdomadaire d'environ 6 heures de cours réparti sur deux semestres de 14 semaines à l'attention de 20 à 60 étudiants. En charge du cours d'introduction à la Microéconomie en 1ère année, il assure également le cours de macroéconomie en 2ème année, d'histoire de la pensée économique en 2ème année et un cours d'économie du travail en 3ème et 4ème année. Il aura aussi en charge, avec l'ouverture prévue de la formation d'un troisième cycle, la responsabilité de cours en macroéconomie et en économie du travail, ainsi que l'encadrement de mémoires et de thèses dans ces domaines.
- 3) Enfin sur le plan administratif, il est responsable, auprès des futurs diplômés et des jeunes chercheurs de l'université, de l'information relative aux bourses d'études en Europe et aux bourses de doctorat et de post doctorat.

Professeur des universités (économiste) l'assistant technique devra avoir une expérience confirmée de la gestion de projet et de l'encadrement des étudiants.

Le poste requiert une grande disponibilité jointe à une souplesse d'esprit et une bonne connaissance des mécanismes de coopération bilatéraux et multilatéraux et des relations avec le monde entrepreneurial dans le cadre d'un respect affiché pour les institutions et la culture du pays d'accueil.

Après avoir fait acte de candidature suivant la procédure indiquée, veuillez transmettre CV uniquement (3 pages maximum) et lettre de motivation par courriel à francoise.bacquey@diplomatie.gouv.fr et agnes.brault@diplomatie.gouv.fr